

RAPPORT

Programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés



Conception: Saint-Malo Agglomération - Illustrations: Freepik - Octobre 2024

2024 - 2030

**Saint-Malo
Agglomération**

Édito

“ D’ici à 2030, nous devons réduire de près d’un quart le contenu de nos bacs à déchets. ”

Chacun le sait désormais : le **meilleur déchet reste celui qu’on ne produit pas !**

En 2021, nous avons élaboré un **projet de territoire** dont la première ambition est d'encourager les comportements vertueux et responsables pour un développement durable. Cette feuille de route stratégique nous inscrit dans une trajectoire de réduction globale de nos déchets.

Alors que notre population a augmenté, nos tonnages de déchets collectés sur nos 18 communes a déjà baissé de 5% ces 3 dernières années. Saint-Malo Agglomération a en effet déjà mis en place des actions pour réduire les déchets (extension des consignes de tri, déploiement de composteurs individuels, accentuation du tri dans nos déchèteries, campagnes de communication ...).

Aujourd’hui, nous souhaitons poursuivre cette dynamique pour atteindre **un objectif ambitieux** : celui de **réduire de 25% nos tonnages de déchets ménagers et assimilés* d’ici à 2030**, soit une baisse de 220 kg de déchets par an et par habitant.

Pour tenir cet objectif, nous avons souhaité associer les habitants du territoire. La consultation publique que nous avons menée nous a permis de remonter tout l’intérêt de nos concitoyens pour cet enjeu partagé.

** Les déchets assimilés sont des déchets issus des activités professionnelles, compatibles dans leur traitement avec les déchets ménagers.*

Comme toutes les transitions, celle de nos habitudes de consommation est le fruit d'une indispensable **coopération de tous les acteurs** du territoire engagés sur ces défis. Nous tenions donc à vous remercier vivement, toutes et tous. Votre engagement personnel et professionnel renforce notre ambition partagée de devenir une Agglomération plus vertueuse.

Cette synergie d’acteurs permet aujourd’hui de vous présenter ce **Programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA)**. Ensemble, nous avons défini une ligne d’horizon commune, celle d’une Agglomération ambitieuse qui souhaite réduire son impact sur l’environnement. La philosophie de ce plan de prévention vise également à accompagner le changement de nos pratiques, de nos habitudes de consommation, pour les rendre plus durables et plus responsables. Toujours dans ce même objectif final : celui d’éviter le déchet, ou bien, de pouvoir lui assurer une seconde vie.

Vous l’aurez compris, réduire nos déchets est plus que jamais une priorité, mais elle est aussi et surtout, **l’affaire de tous !**



Gilles LURTON
Président de
Saint-Malo Agglomération



Joël MASSERON
Vice-président en charge de la
collecte, du traitement et de
la valorisation des déchets

“ Nous souhaitons que la philosophie du programme de prévention et de réduction des déchets soit partagée par toutes et tous.

En quoi la concertation réalisée avec un grand nombre d'acteurs a été essentielle dans l'élaboration de ce programme ?

Sans coopération, il est impossible de concevoir un programme d'actions ciblé et ambitieux. Notre programme de prévention et de réduction des déchets doit ressembler à notre territoire autant qu'il doit rassembler ses habitants. Nous souhaitons que sa philosophie soit partagée par toutes et tous et qu'ensemble nous puissions porter cette dynamique de changement de pratiques. Et grâce à l'effort de chacun et chacune, les engagements ont dépassé nos espoirs !

Comment tout cela s'est-il mis en musique ?

Ce plan de prévention et de réduction de nos déchets a pu s'élaborer au travers de 35 rencontres de travail en interne, aux côtés de 45 acteurs du territoire, et retrouvés autour de cinq grands ateliers. Nos 18 communes ont joué le jeu et permis, par leur implication, de dresser un état des lieux précis de notre rapport à la gestion des déchets. Les citoyens se sont eux aussi fortement mobilisés. Nous avons ouvert une consultation publique qui a vu éclore près de 1 000 avis, témoignant ainsi de l'intérêt de beaucoup de nos habitants pour cet enjeu de réduction de nos déchets.

Quel bilan tirez-vous de tous ces échanges ?

J'ai pu percevoir au fil des rencontres que beaucoup de participants étaient déjà très engagés sur la thématique de la transition écologique. Je me réjouis de cette implication qui va dans le sens de ce pour quoi nous oeuvrons au quotidien : un territoire plus sobre et plus résilient !



Jean-Michel FREDOU

Conseiller communautaire délégué à la collecte,
au traitement, et à la valorisation des déchets
Elu référent du PLPDMA
Président de la CCES

SOMMAIRE

LISTE DES ABBREVIATIONS

1	LA REDUCTION DES DECHETS.....	1
1.1	Une législation qui évolue.....	2
2	LES OBJECTIFS DE REDUCTION NATIONAUX ET REGIONAUX	3
2.1	En France	3
2.2	en Bretagne	3
3	LA PREVENTION DES DECHETS	5
3.1	Le principe 4RVE	5
3.2	La prévention : une priorité et une hiérarchie dans la gestion	6
4	LE PLPDMA.....	7
4.1	Qu'est-ce qu'un PLPDMA ?	7
4.2	L'aspect réglementaire du PLPDMA.....	7
4.3	Le périmètre	8
4.4	L'élaboration	9
4.5	Le pilotage du PLPDMA.....	10
4.6	Liste des différentes instances du PLPDMA de SMA.....	10
4.7	Mission et rôle des instances du PLPDMA de SMA.....	11
4.8	Une élaboration continue	12
4.9	Le suivi du PLPDMA via ses indicateurs.....	12
4.10	Les politiques publiques qui s'articulent avec le PLPDMA	13
5	ÉTAT DES LIEUX DU TERRITOIRE ET DE SES HABITANTS.....	15
5.1	Les chiffres clés du territoire	15
5.2	Son territoire	15
5.3	Son accessibilité.....	16
5.4	Sa population	17
5.5	Son habitat.....	21
5.6	Son économie	24
5.7	Sa forte attractivité touristique	25
6	ÉTAT DES FLUX DE DECHETS DU TERRITOIRE	29
6.1	Les chiffres clés des flux de déchets	29
6.2	La compétence SMA et les moyens associés	30
6.3	Les différentes collectes de DMA	32
6.4	Les DMA.....	35
6.5	Évolution des DMA en déchèterie	38
6.6	Évolution des OMR	40
6.7	Évolution des collectes sélectives	46
6.8	Transfert des flux de déchets.....	47
6.9	La matrice AFOM (Atouts / Faiblesses / Opportunités / Menaces).....	48
7	LES CINQ AXES PRIORITAIRES DE REDUCTION DU PLPDMA.....	49
7.1	Les objectifs	49
7.2	Les 5 axes prioritaires	49
7.3	Les 10 actions majeures du PLPDMA	50
7.4	33 fiches actions	52
8	LES FICHES ACTION DU PLPDMA.....	54
	ANNEXE A - SYNTHESE DES ELEMENTS CLES DU CADRE LEGISLATIF	56
	ANNEXE B – LISTE DES INSTANCES MEMBRES DE LA CCES	58
	ANNEXE C – LA MATRICE AFOM (ATOUTS / FAIBLESSES / OPPORTUNITES / MENACES)	59
	ANNEXE D – LES FICHES ACTION NON RETENUES ET A MURIR	64

LISTE DES ABREVIATIONS

CCES	Comité consultatif d'Elaboration et de Suivi
Copil	Comité de Pilotage
Cotech	Comité technique
DMA	Déchets ménagers et assimilés
DV	Déchets végétaux
ECT	Extension des Consignes de tri
OM	Ordures ménagères
OMA	Ordures ménagères et assimilées
OMR	Ordures ménagères résiduelles
PAP	Porte-à-porte
PAV	Point d'apport volontaire
PLPDMA	Programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés
PNPD	Plan national de prévention des déchets
PRPGD	Plan régional de prévention et de gestion des déchets
REP	Responsabilité Elargie des Producteurs
SMA	Saint-Malo Agglomération

Les données de référence utilisées pour ce rapport :

- Données de l'année 2022 (sauf précision dans le texte)
- La population municipale pour toutes les données de type 'Ratio'

1 La réduction des déchets

La prévention des déchets consiste à développer, en amont de leur gestion, des actions visant à éviter, réduire, voire retarder leur apparition et limiter leur nocivité, à chaque étape du cycle de vie des produits : de la conception jusqu'à la consommation en passant par la production et la vente. La prévention se situe en amont de la collecte des déchets par la collectivité.

La prévention est une priorité des politiques de gestion de déchets.



En France, la loi relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire et à l'économie circulaire (loi AGECL) du 10 février 2020 fixe un objectif : **réduire** les quantités de déchets produits de **- 15 %** entre 2010 et 2030

L'Europe a inscrit **la prévention des déchets** comme **priorité** pour la gestion des déchets (depuis l'article 4 de la directive 2008/98/CE) et maintient ce cap. La réglementation française est encadrée à 4 niveaux pour la mise en œuvre des politiques publiques de prévention des déchets :

- Directive européenne de 2008 ;
- Plan National de Prévention des Déchets (PNPD); plan national 2021-2027
- Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD); plan breton 2020-2032
- Programmes Locaux de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA).

Les politiques publiques de prévention des déchets sont en constante évolution. Ces évolutions doivent permettre une transition vers une **économie circulaire** et non plus vers une économie linéaire (de l'extraction à l'élimination).

Les produits arrivés en fin de vie doivent retrouver une utilité, limitant ainsi la consommation de matières premières.

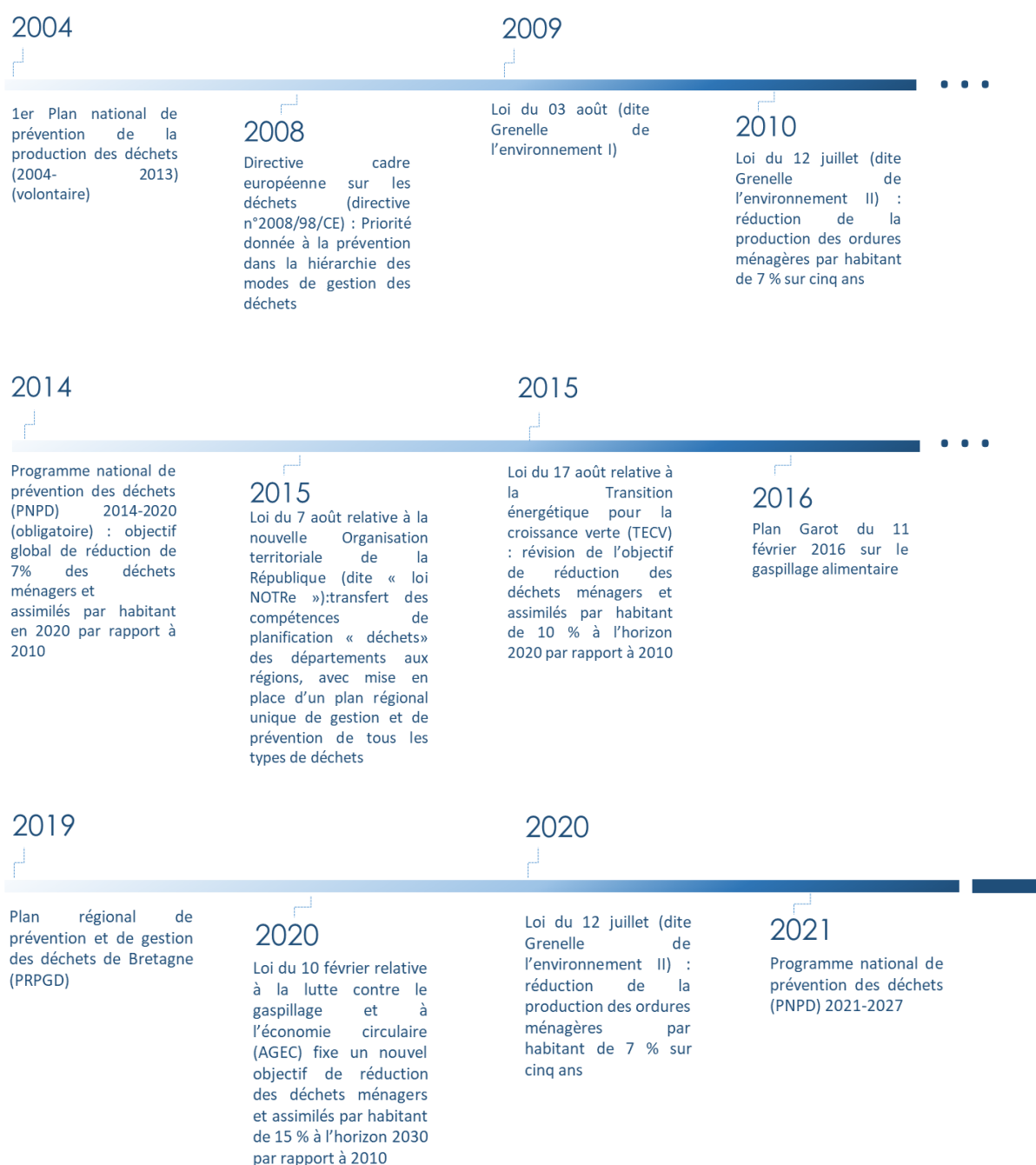
Ces 'déchets' doivent alors être considérés comme des '**ressources**'.

1.1 UNE LEGISLATION QUI EVOLUE

Les politiques publiques de prévention des déchets sont en constante évolution. Ces évolutions doivent permettre une transition vers une économie circulaire et non plus vers une économie linéaire (de l'extraction à l'élimination).

De nombreux textes définissent la législation relative à la réduction et gestion des déchets. Un tableau, tiré de l'édition 2021 'Chiffre clés des déchets en Bretagne' réalisé par l'Observatoire de l'Environnement de Bretagne (OEB), synthétise les éléments clés du cadre législatif et est consultable en annexe A.

Il est à envisager également de nouvelles réglementations dans le futur.



2 Les objectifs de réduction nationaux et régionaux

2.1 EN FRANCE

La loi AGECE du 10 février 2020 prévoit que des objectifs de réduction, de réutilisation et de réemploi et de recyclage soient fixés par décret pour la période 2021-2025, puis pour chaque période consécutive de 5 ans. Les mesures phares :

- Réduire de 15% les quantités de DMA produits par habitants en 2030 par rapport à 2010
- Réduire le gaspillage alimentaire, d'ici 2025, de 50 % par rapport à son niveau de 2015 dans les domaines de la distribution alimentaire et de la restauration collective et, d'ici 2030, de 50% par rapport à son niveau de 2015 dans les domaines de la consommation, de la production, de la transformation et de la restauration commerciale ;
- Atteindre le zéro plastique jetable d'ici 2040 ;
- Introduire une consigne mixte pour réemploi et recyclage ;
- Rendre le tri plus efficace grâce à un logo unique, des modalités de tri et une harmonisation de la couleur des poubelles ;
- Fin de l'élimination des invendus ;
- Augmenter les sanctions en cas de manquement à l'interdiction du gaspillage alimentaire ;
- Créer des fonds pour le réemploi avec plus de 50 millions d'euros chaque année ;
- Appliquer un indice de réparabilité et tendre vers un indice de durabilité ;
- Favoriser la réparation et l'utilisation des pièces détachées ;
- Mettre en place une collecte gratuite des déchets triés du bâtiment.

Une loi dans laquelle s'inscrit l'ordonnance du 29 juillet 2020. Celle-ci modifie le code de l'environnement et présente des objectifs clairs :

- L'ordonnance inscrit dans le droit français de nouveaux objectifs ambitieux de valorisation des déchets ménagers et assimilés, afin d'atteindre 65 % de déchets réutilisés ou recyclés en 2035, et concourt à la lutte contre les pollutions plastiques et les abandons de déchets dans l'environnement.
- Séparation à la source des biodéchets d'ici 2024.
- En 2035, limitation de stockage des DMA à 10% de leur gisement.

2.2 EN BRETAGNE

Le plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) breton, adopté par la Région lors de sa commission permanente du 23 mars 2020, repose sur des objectifs prenant en compte le contexte et les particularités de la Bretagne, telle que la production de déchets verts deux fois supérieure à la moyenne nationale.

Le plan vise à produire moins de déchets, à mieux trier et à valoriser les déchets produits, dans l'objectif d'atteindre le « zéro enfouissement » d'ici 2030 et le « zéro déchet » d'ici 2040, conformément au 24ème objectif de la BreizhCOP adopté par la Région Bretagne en décembre 2018.

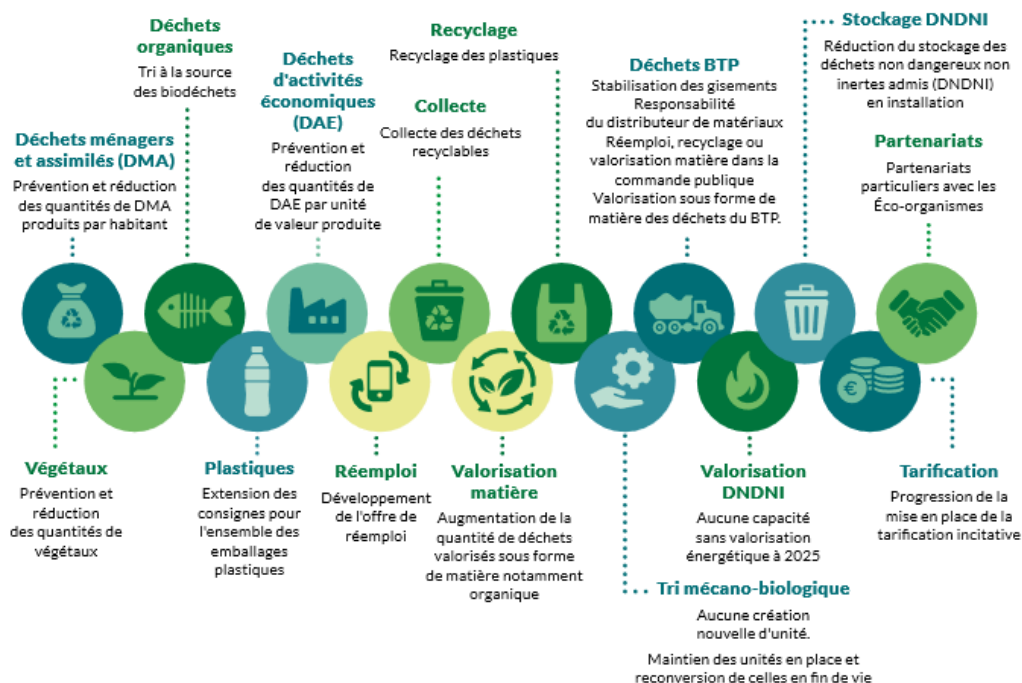


Figure 1 Source PRPGD Bretagne 2020-2032

Au-delà des principes fondamentaux mentionnés ci-avant, le PRPGD se fixe des objectifs détaillés. Ceux-ci concernent d'une part le respect des objectifs nationaux réglementaires qui s'appliquent bien évidemment au plan, et d'autre part des souhaits complémentaires proposés au niveau de la Bretagne précisés dans le tableau suivant.

Objectifs bretons (PRPGD) selon l'année de référence 2016	
DMA	-25 % hors végétaux pour 2030
Végétaux	-20 % pour 2030
Déchets organiques	-15 % de la matière fermentescible dans les OMR pour 2030

Tableau 1 Objectifs bretons

Synthèse sur les objectifs de SMA

- Les engagements de réduction du plan doivent être compatibles avec les ambitions nationales et régionales. Les objectifs du PLPDMA vont donc s'aligner sur ceux de la Bretagne issus du PRPGDR.

3 La prévention des déchets

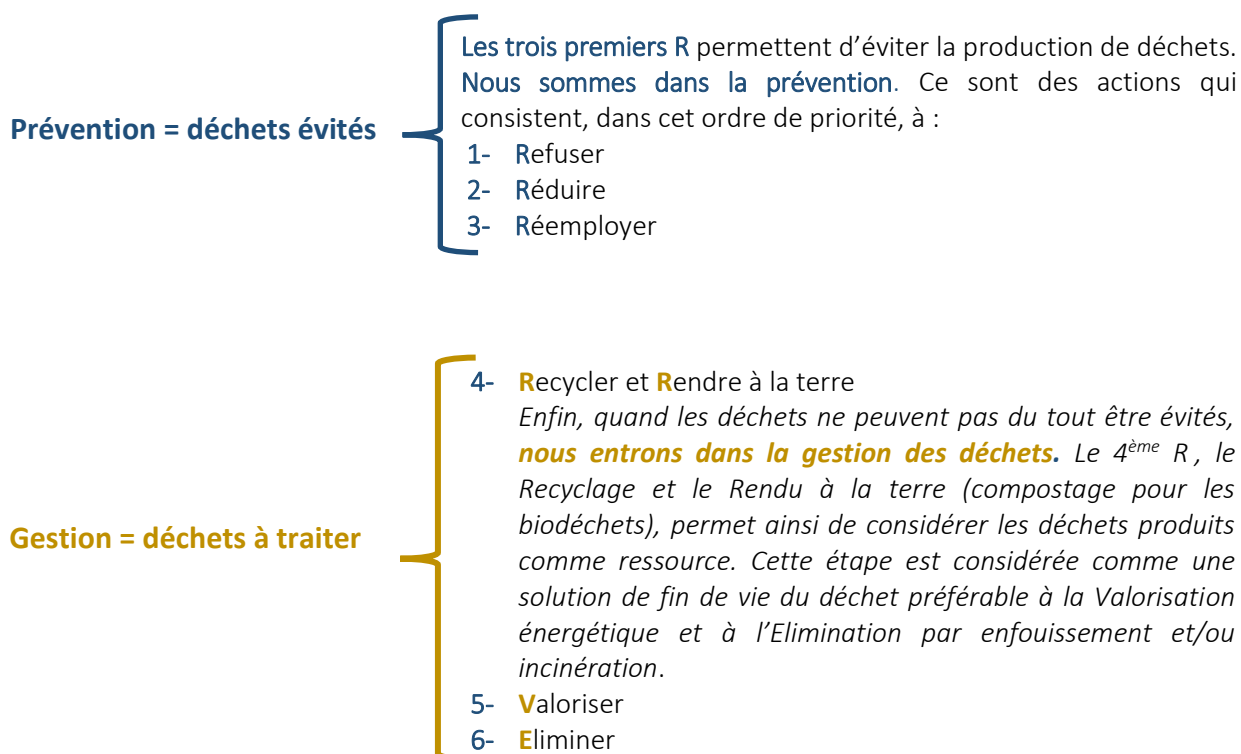
3.1 LE PRINCIPE 4RVE

La hiérarchie de la gestion des déchets intègre le **principe 4RVE**, une notion centrale pour le PLPDMA. Ce concept vise à minimiser l'impact de nos déchets par des actions dans un ordre d'importance.

La prévention place ainsi en priorité L'ÉVITEMENT DES DÉCHETS par le REFUS, la REDUCTION, le REEMPLOI avant d'envisager la gestion des déchets par le Recyclage, la Valorisation matière ou énergétique et en dernier recours, l'Enfouissement.

Le principe 4RVE, une notion centrale pour le PLPDMA.

Réduire les déchets ... un R à la fois



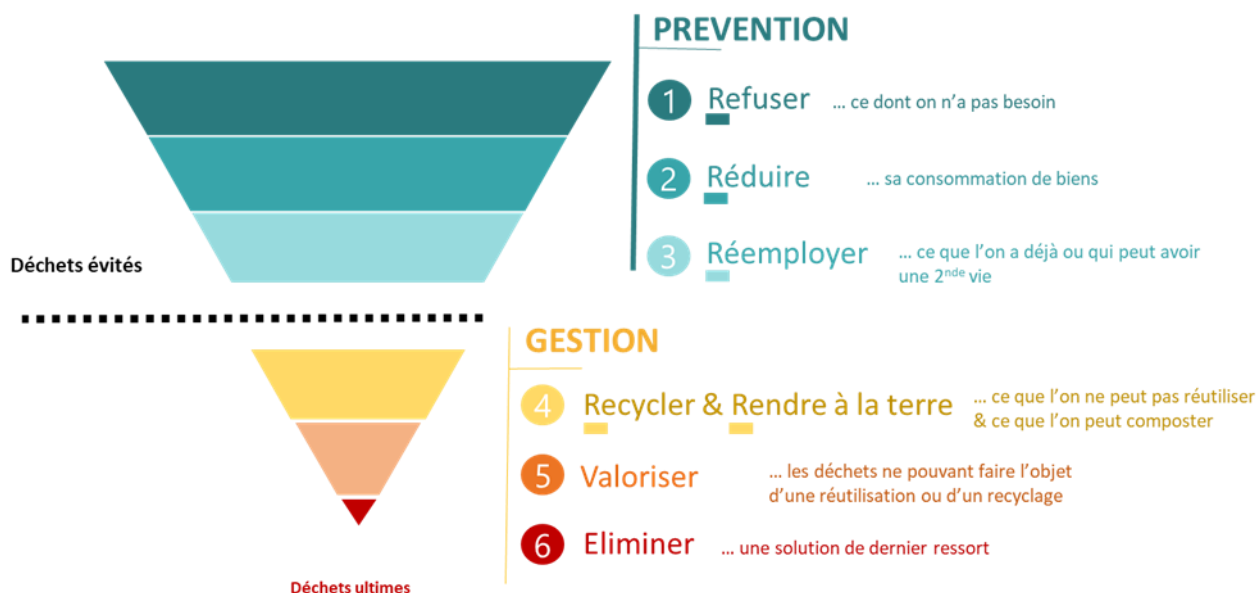


Figure 2 Le principe des 4RVE

3.2 LA PREVENTION : UNE PRIORITE ET UNE HIERARCHIE DANS LA GESTION

PLUS QUE JAMAIS, LE MEILLEUR DECHET EST CELUI QUE L'ON NE PRODUIT PAS

La priorité est donc désormais donnée à la prévention des déchets dans les actions à mener pour favoriser la transition vers une économie circulaire et non plus « linéaire ». Ce nouveau paradigme est développé par la loi n°2015 992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV).

LA PREVENTION

- Est l'action d'éviter qu'une substance, une matière ou un produit ne devienne réellement un déchet.
- S'entend avant la production du déchet (en amont)

LA PREVENTION EST L'ACTION D'EVITER QU'UNE SUBSTANCE, UNE MATIERE OU UN PRODUIT NE DEVIENNE REELLEMENT UN DECHET.

La prévention des déchets consiste ainsi à développer, en amont de leur gestion, des actions visant à éviter, réduire, voire retarder leur apparition et limiter leur nocivité, à chaque étape du cycle de vie des produits : de la conception jusqu'à la consommation en passant par la production et la vente.

La prévention se situe en amont de la collecte des déchets par la collectivité.

4 Le PLPDMA

4.1 QU'EST-CE QU'UN PLPDMA ?

Le PLPDMA est un document de planification territoriale qui a pour mission de mener un ensemble d'actions pour réduire la production des déchets ménagers et assimilés.

- Le PLPDMA est un « **Programme** », il se définit donc comme un ensemble d'action ;
- Le PLPDMA est également « **Local** », c'est-à-dire qu'il se base sur la coordination d'acteurs divers d'un territoire donné. Le territoire est celui de l'agglomération de Saint-Malo ;
- Le PLPDMA est un programme de « **Prévention** ». Ce mot revêt beaucoup d'importance. Il ne s'agit pas ici de bien trier en vue d'un recyclage mais plutôt d'éviter le déchet à sa source ;
- Enfin, le PLPDMA concerne les **Déchets Ménagers et Assimilés** (voir 4.3).



Le PLPDMA

Un outil pour réduire la production des **Déchets Ménagers et Assimilés**

4.2 L'ASPECT REGLEMENTAIRE DU PLPDMA

Le PLPDMA est un **document de planification territoriale obligatoire depuis le 1er janvier 2012, réglementé par le décret n° 2015-662 du 10 juin 2015**, qui en précise le contenu et les modalités d'élaboration.

- Le PLPDMA contient **obligatoirement** (art. R. 1541-4-23(4°) CE) :
 - Un état des lieux du territoire
 - La liste des objectifs de réduction des déchets ménagers et assimilés
 - Les mesures à mettre en œuvre pour atteindre ces objectifs
 - Les indicateurs relatifs aux mesures et les modalités d'évaluation et de suivi des actions

- Il doit être **compatible** avec les plans et programmes d'échelons territoriaux supérieurs (art. L. 541-15 CE)
 - Le Programme National de Prévention des Déchets (PNPD) (art. L. 541-11 CE)
 - Le plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) Bretagne (art. L. 541-13 CE)
- Il intègre **2 instances réglementaires de gouvernance** par le décret du n° 2015-662 du 10 juin 2015 :
 - L'équipe projet, qui sera nommée Copil dans ce rapport, à vocation décisionnaire.
 - La Commission consultative d'élaboration et de suivi (CCES), à vocation consultative (art. R. 541-41-22)
- Il est « **permanent, modifiable et révisable** ». Il constitue une procédure d'amélioration continue au service de la prévention des déchets.
- Il doit comporter des **objectifs de réduction** des DMA (art. R. 541-41-23 CE).
- Il est mis en œuvre pendant **6 ans** avant de procéder à une évaluation et une révision éventuelle (art. R. 541-41-28 CE).
- Il fixe un **cap quantifiable et mesurable** à une échéance de six ans

4.3 LE PERIMETRE

Le PLPDMA concerne les déchets ménagers et assimilés (DMA).

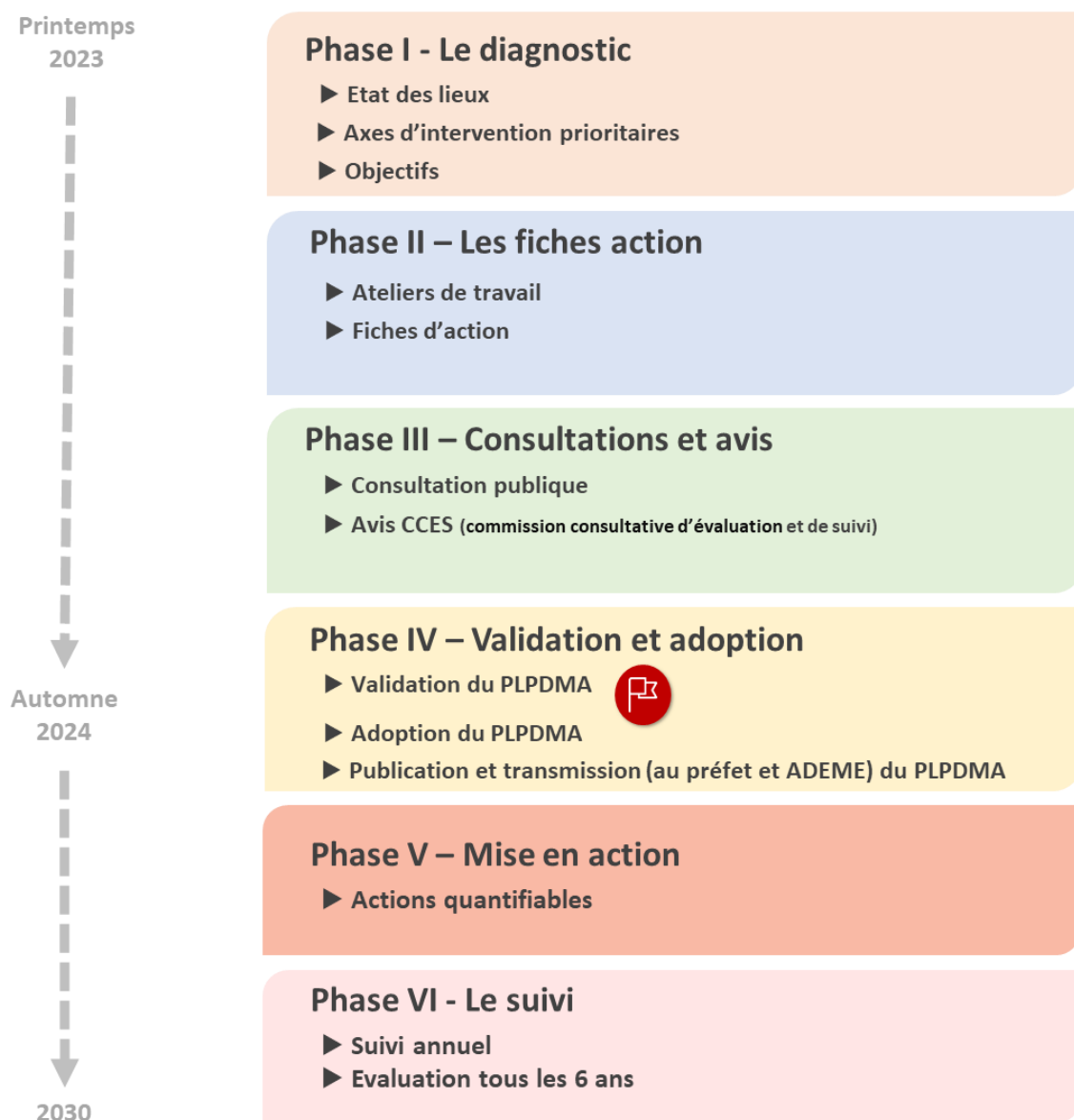
Les DMA regroupent l'ensemble des déchets produits par les ménages et des déchets dits « assimilés », qu'ils soient collectés en déchetterie, en point d'apport volontaire (PAV) ou en porte-à-porte (PAP).

Les déchets ménagers et assimilés (DMA)

Les déchets ménagers correspondent aux déchets émis par les ménages (ordures ménagères résiduelles en PAP et PAV, les collectes d'emballages ménagers et de verre, les dépôts en déchetterie)

Les déchets assimilés correspondent aux déchets des activités économiques (entreprise, administration) qui, compte-tenu de leurs caractéristiques et des quantités produites, peuvent être collectés sans sujétion technique particulière.

4.4 L'ELABORATION



L'élaboration de ce programme se veut construit en collaboration avec les acteurs du territoire (comités, associations, entreprises, collectivités, établissements publics).

4.5 LE PILOTAGE DU PLPDMA

La gouvernance du PLPDMA est précisé dans le décret num 2015-662 du 10 juin 2015 qui précise aussi ses modalités d'élaboration, de contenu, d'adoption et de révision.

Ce dispositif de planification territorial de prévention des déchets repose sur plusieurs échelons coordonnés.

Un PLPDMA s'articule autour :

- D'un élu référent pour incarner la volonté politique (chef de projet politique);
- D'une animatrice pour coordonner et dynamiser le projet au quotidien ;
- D'une équipe projet pour mener à bien les tâches nécessaires (Copil);
- D'une commission d'élaboration et suivi du PLPDMA (CCES).

4.6 LISTE DES DIFFERENTES INSTANCES DU PLPDMA DE SMA

2 instances réglementaires de gouvernance sont imposées par le décret du n° 2015-662 du 10 juin 2015 : L'équipe de projet et la CCES.

• **Copil** (Equipe de projet)

à vocation décisionnaire

- un élu référent ;
- une animatrice ;
- une équipe de travail dédiée

• **CCES** (commission consultative d'élaboration et de suivi)

à vocation consultative

- Composition non définie par la réglementation

Afin d'élaborer au mieux le programme, des instances complémentaires ont été définies. Voici les différentes instances du PLPDMA de SMA qui ont été validées lors du 1^{er} Copil.

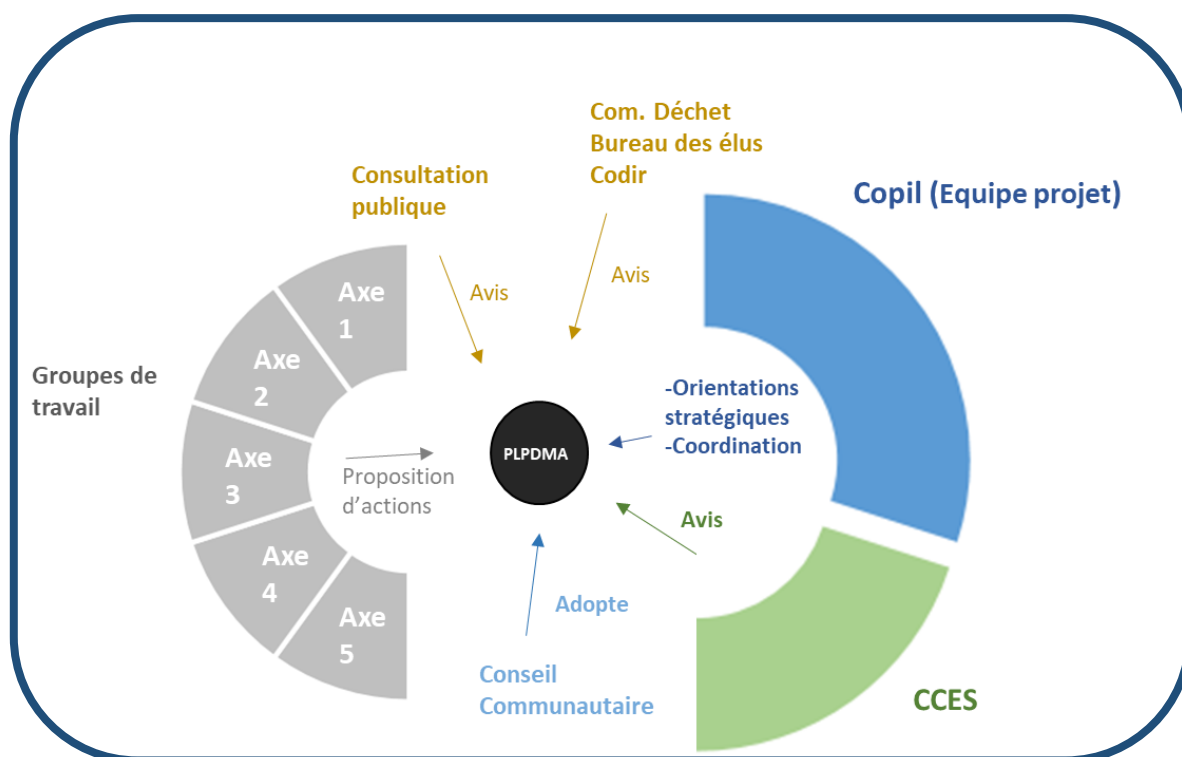


Figure 3 Instances de gouvernance et de fonctionnement pour le PLPDMA

4.7 MISSION ET RÔLE DES INSTANCES DU PLPDMA DE SMA

Voici les missions et rôles des différentes instances du PLPDMA de SMA validées lors du 1^{er} Copil.

Tableau 2 Mission et rôle des instances du PLPDMA de SMA

Instance	Composition	Est à vocation	Mission
Le Copil (Equipe projet) *	<ul style="list-style-type: none"> Un élu référent pour le volet politique Une animatrice pour le volet opérationnel Une équipe de travail dédiée - Cotech 	Décisionnaire et prospective	<ul style="list-style-type: none"> Coordonne Elabore Met en œuvre Evalue Diffuse les résultats Valide les différentes étapes de l'élaboration du PLPDMA Participe à la mise en contacts des acteurs du territoire A connaissance du suivi des actions
La Commission Consultative	<ul style="list-style-type: none"> Composition non définie par la réglementation. La liste des instances 	Consultative	<ul style="list-style-type: none"> Donne son avis sur le projet suite à la consultation du public

d'élaboration et de suivi * (CCES)	membres consultables l'annexe B.	sont dans		<ul style="list-style-type: none"> Donne son avis à chaque bilan annuel Evalue le PLPDMA tous les 6 ans
Consultation publique*	<ul style="list-style-type: none"> Citoyens 		Consultative et prospective	<ul style="list-style-type: none"> Permet de recueillir, sans engagement de les suivre, des avis variés sur des propositions déjà formulées Permet une communication et sensibilisation à la prévention des déchets
Conseil communautaire *	<ul style="list-style-type: none"> Les membres du conseil communautaire 		Décisionnaire	<ul style="list-style-type: none"> Adopte le PLPDMA
<ul style="list-style-type: none"> Commission déchets Codir Bureau des élus 	<ul style="list-style-type: none"> Les membres respectifs à ces 3 instances 		Consultative	<ul style="list-style-type: none"> A connaissance des différentes étapes du PLPDMA A connaissance des bilans annuels Permet de faire remonter les données et enjeux de chaque commune pour l'élaboration du diagnostic territorial Permet le lien avec les communes
Groupe de travail	<ul style="list-style-type: none"> Acteurs ou réseau d'acteurs avec une expertise dans les axes prioritaires déterminés. Les membres du CCES peuvent en faire partie. 		Participative, consultative et prospective	<ul style="list-style-type: none"> Permet l'élaboration des fiches action par la concertation Participe à la mise en contacts des acteurs du territoire Permet un travail collectif dans une démarche commune Peut intégrer le volet opérationnel des actions (équipe dédiée de l'équipe projet)

*Obligatoire selon le décret num 2015-662 du 10 juin 2015

4.8 UNE ELABORATION CONTINUE

L'amélioration continue

Le PLPDMA est « **permanent, modifiable et révisable** ». Il constitue une procédure d'amélioration continue au service de la prévention des déchets.

Outre l'aspect réglementaire qui amène la CCES à donner son avis à chaque bilan annuel et à évaluer le PLPDMA tous les 6 ans, il est important de considérer le PLPDMA comme un plan évolutif en fonction des particularités du territoire, des nouvelles réglementations.

Le PLPDMA est une **BOITE A OUTILS** qui doit se bonifier et s'adapter avec le temps afin d'atteindre son objectif : **REDUIRE les quantités de déchets produits.**

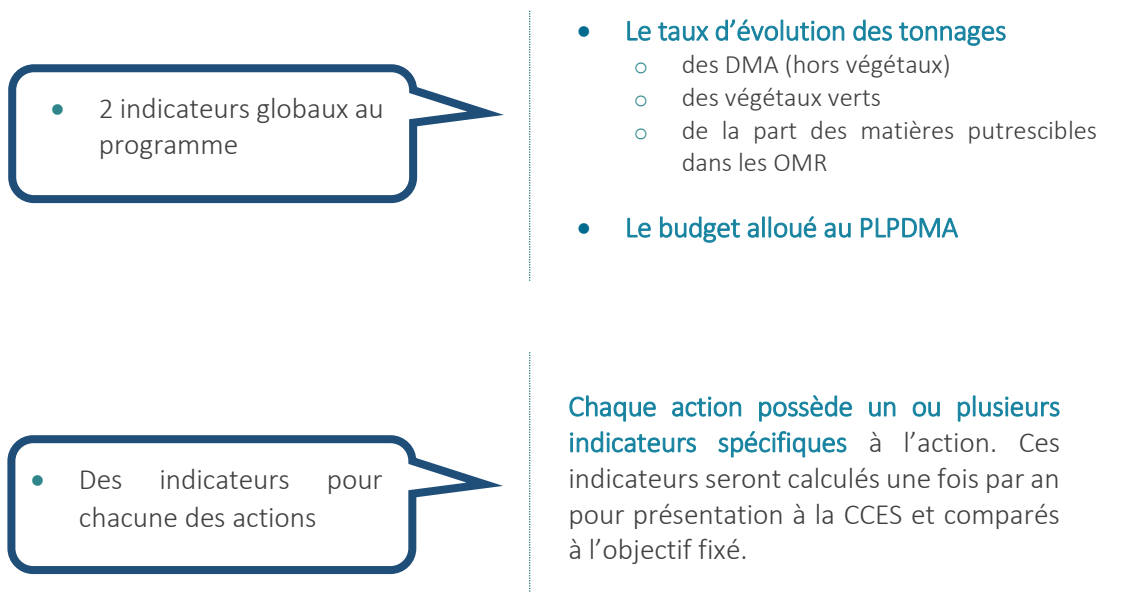
4.9 LE SUIVI DU PLPDMA VIA SES INDICATEURS

La mise en œuvre d'un dispositif de suivi et d'évaluation est une obligation réglementaire pour un PLPDMA. Mais c'est aussi une nécessité et une opportunité à plusieurs niveaux :

- Pour en mesurer l'état d'avancement,
- Afin d'en apprécier ses impacts réels,
- Afin d'identifier dans quelle mesure les objectifs ont été atteints et par conséquent adapter la mise en œuvre des actions,
- Pour rendre compte de l'avancement aux élus, aux partenaires et à la population.

Le dispositif d'évaluation doit être simple, pour que sa mise en œuvre ne soit pas chronophage, et doit faire appel à des indicateurs communs et partagés avec les autres démarches territoriales afin de pouvoir bénéficier de comparaison. Le dispositif d'évaluation ainsi proposé s'inscrit dans ces principes, en accord avec les recommandations de l'ADEME.

Les indicateurs suivis annuellement sont développés à 2 niveaux :



4.10 LES POLITIQUES PUBLIQUES QUI S'ARTICULENT AVEC LE PLPDMA

L'élaboration et la mise en œuvre du programme du PLPDMA s'articulent avec d'autres politiques connexes au sein de SMA. Une cohérence et une transversalité entre chaque ont été prises en compte pour la stratégie globale mais aussi sur l'élaboration des fiches action.

Dans le cadre du projet de territoire, plusieurs ambitions ont été définies, ambitions que les différents programmes servent directement et qui s'articulent ensemble de façon transversale.

- PLPDMA
- Plan climat Air énergie (PCAET)
- Plan alimentaire territorial (PAT)

PLPDMA

- sert directement l'ambition 1 du projet de territoire: une Agglomération respectueuse du patrimoine, de l'environnement et actrice du développement durable qui intègre :
 - Une politique des déchets ambitieuse et innovante
 - Une volonté de proposer davantage de services en matière environnementale (formation, audit, conseils) aux communes
- sert directement les ambitions n° 3 du projet de territoire : Une Agglomération au service du bien vivre ensemble et du bien commun.
 - Exemplarité de SMA dans ses événements et des communes

Projet de territoire

Plan alimentaire territorial (PAT)

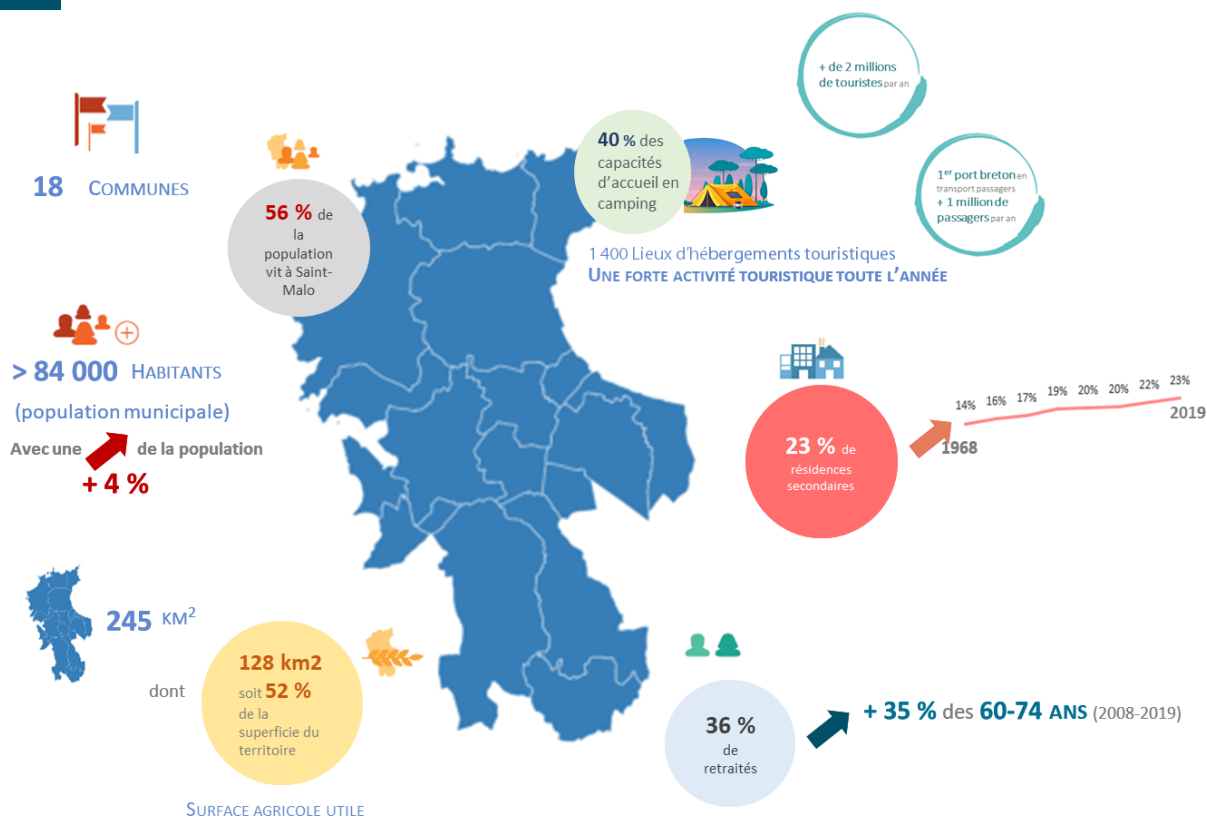
- sert directement les ambitions n° 3 du projet de territoire : Une Agglomération au service du bien vivre ensemble et du bien commun.
 - La promotion d'une alimentation locale et durable pour tous.
 - Soutenir et coordonner la restauration collective dans les démarches d'alimentation durable intégrant la lutte contre le gaspillage alimentaire
 - Exemplarité de SMA dans ses événements et des communes

Le PCAET

- sert directement l'ambition 1 du projet de territoire: une Agglomération respectueuse du patrimoine, de l'environnement et actrice du développement durable qui intègre
 - Breizh bocage
 - Atlas de la Biodiversité
 - Réduction des ressources énergie
 - Filière bois énergie

5 État des lieux du territoire et de ses habitants

5.1 LES CHIFFRES CLES DU TERRITOIRE

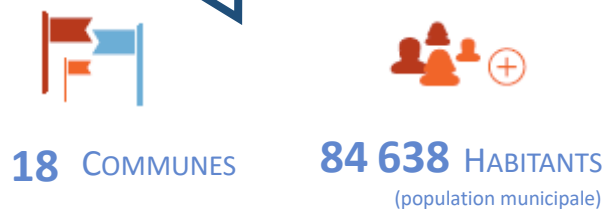


5.2 SON TERRITOIRE

La communauté d'agglomération du pays de Saint-Malo Agglomération, dite 'Saint-Malo Agglomération' (SMA), a été créée par un arrêté préfectoral du 22 décembre 2000 qui a pris effet le 1er janvier 2001.

Elle est située dans le nord du département d'Ille-et-Vilaine, et s'étend sur 245,5 km².

Son territoire a évolué à plusieurs reprises depuis sa création et porte désormais en 2022 l'intercommunalité à :



Cette intercommunalité reflète une diversité géographique, économique et sociale, où cohabitent des zones urbaines dynamiques et des territoires ruraux préservés.

Les communes rurales, bien que moins peuplées, sont valorisées pour leur qualité de vie, leur patrimoine naturel, et leur contribution à l'agriculture locale.

La population de Saint-Malo Agglomération est composée à la fois de résidents permanents, souvent attachés à la tradition maritime et bretonne, et de nouveaux arrivants, attirés par la qualité de vie et les opportunités économiques.

Cela crée une dynamique sociale riche mais aussi des enjeux en terme de cohésion sociale.

Le littoral de Saint-Malo Agglomération a un impact multifacette sur le territoire.

Il joue un rôle vital dans l'économie locale, enrichit la qualité de vie des résidents, et contribue au patrimoine culturel et historique de la région.

Le secteur maritime est un pilier de l'économie locale, jouant un rôle crucial dans le commerce, la pêche, et le tourisme.

Toutefois, ces avantages doivent être équilibrés avec des efforts de gestion environnementale et de développement durable pour assurer la pérennité de ces ressources et la protection de l'environnement côtier pour les générations futures.

5.3 SON ACCESSIBILITE

SMA est accessible selon plusieurs modes de transport.



En voiture

Accès par les autoroutes A81 (via Laval) et A84 (via Caen), par la N137/D137 (via Nantes) et la D137 (via Rennes).

- Saint-Malo Paris : 4h20
- Saint-Malo Brest : 2h40
- Saint-Malo Nantes : 2h20



En train

Le TGV permet de relier Saint-Malo directement à

- Paris Roissy : 2h15

Le TGV permet de relier en moins de 5h à partir de Rennes (avec des correspondances régulières pour Saint-Malo + 55 min TER / + 30 min TGV) à

- Nantes : 1h15
- Brest : 2h
- Lille : 3h35
- Lyon : 3h50
- Bordeaux : 4h
- Bruxelles : 4h



En bateau

Le port de Saint Malo permet des liaisons quotidiennes vers le Royaume Uni, même si le Brexit a eu un impact sur la fréquentation de nos voisins anglais.

- Jersey : 1h20
- Guernesey : 2h
- Portsmouth : 10 à 12h





En avion

- L'aéroport de Dinard, a stoppé ses vols réguliers depuis novembre 2020 (uniquement aviation d'affaires et aviation privée).
- L'aéroport de Rennes se situant à 70 km de Saint-Malo a une connexion aéroport / gare ferroviaire Rennes

Sources : Aéroport Rennes / Dinard, Open data SNCF, Portrait de territoire 2021- agence de développement touristique Ille-et-Vilaine, guide économique Saint-Malo Agglomération 2021

Synthèse sur son accessibilité

Un fort afflux touristique de visiteurs régionaux, nationaux et internationaux avec des cultures et une langue différente.

- Informer et sensibiliser en amont au niveau des différents modes de transports et accessibilité sur le territoire
- Adapter la diffusion et la formation sur les pratiques de consommation sobre, de prévention des déchets en fonction des cultures et de la langue
- Informer et communiquer dans différentes langues
- Collaborer avec les différents acteurs du transport et du tourisme

5.4 SA POPULATION

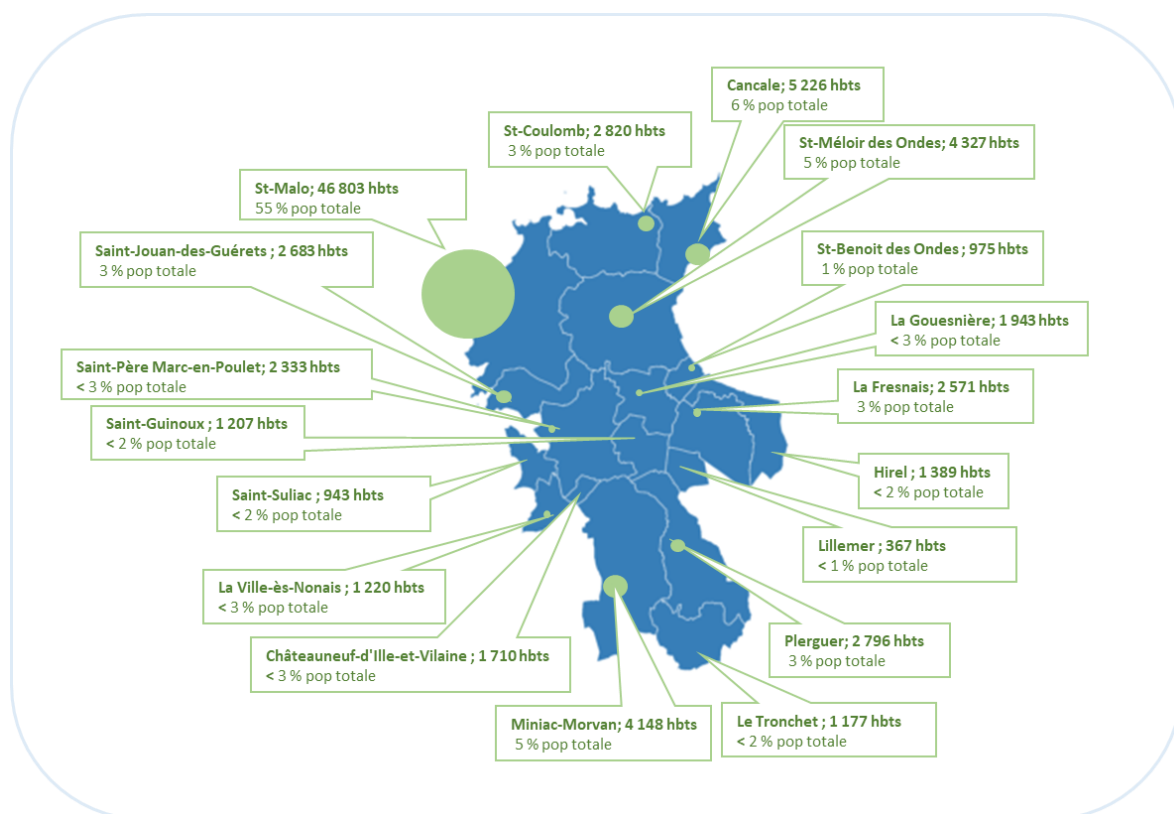


Figure 4 Population municipale des 18 communes SMA

Sources : Rapport d'activité SMA 2022, population municipale 2022

5.4.1 UNE AUGMENTATION DE LA POPULATION

SMA voit sa population augmenter dans une proportion plus importante que la moyenne régionale et nationale

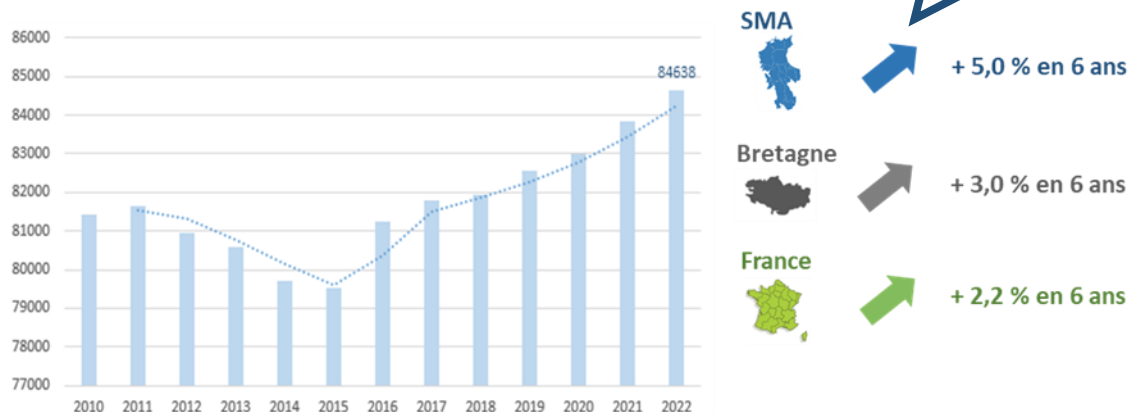


Figure 5 Comparatif de l'évolution de la population totale entre 2013 et 2019
Source : RA SMA 2010-2022, Insee 2021 Population totale en 2019 Vs 2013

Plus de 80 % des communes de SMA voient une augmentation de leur population bien supérieure à la moyenne nationale

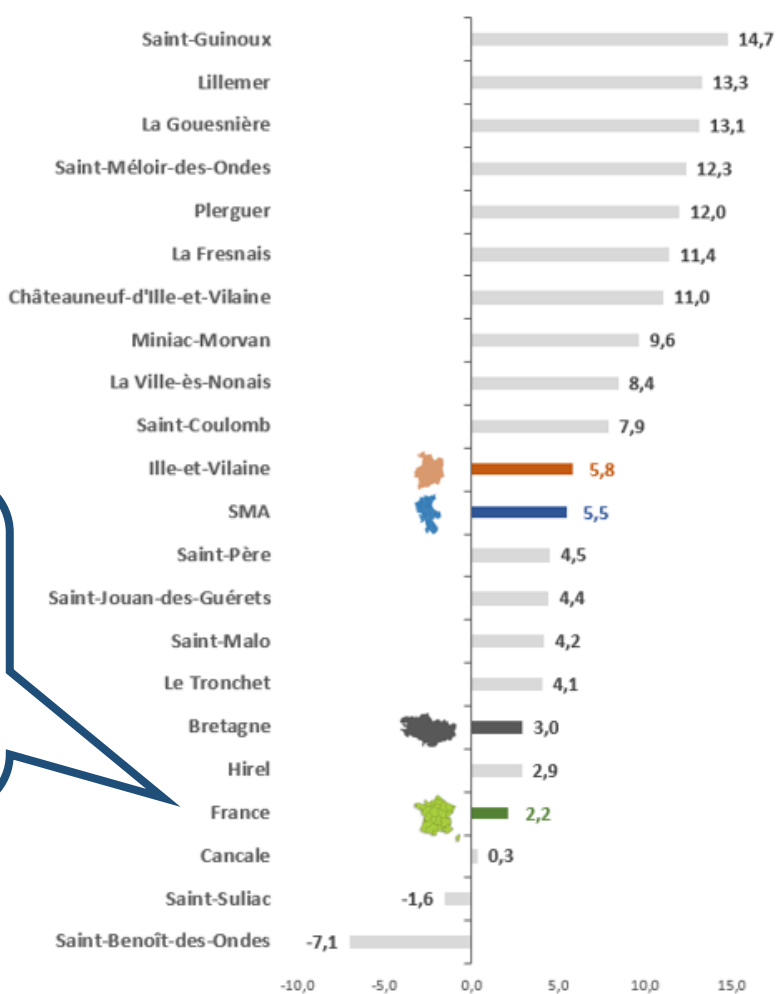
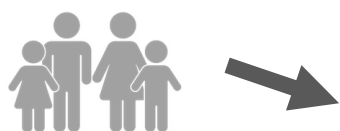


Figure 6 Evolution de la population (%) au niveau des communes entre 2013 et 2019
Source : Données INSEE 2019, RP 2019 15 ans et plus

5.4.2 UNE EVOLUTION DES MENAGES



Baisse régulière de couples avec ou sans enfants (48 % des ménages en 2019)



Forte évolution de personnes vivant seules (42 % des ménages en 2019)



Augmentation de familles mono-parentale (8 % des ménages en 2019)

source : Insee, RP2008, RP2013 et RP 2019, exploitations complémentaires, géographiques au 01/01/2022

Le nombre de personnes vivant seules à tendance à augmenter chez les très jeunes et dans la tranche d'âge 55 à 64 ans.

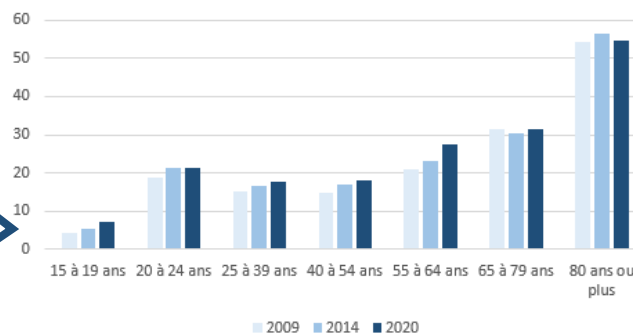
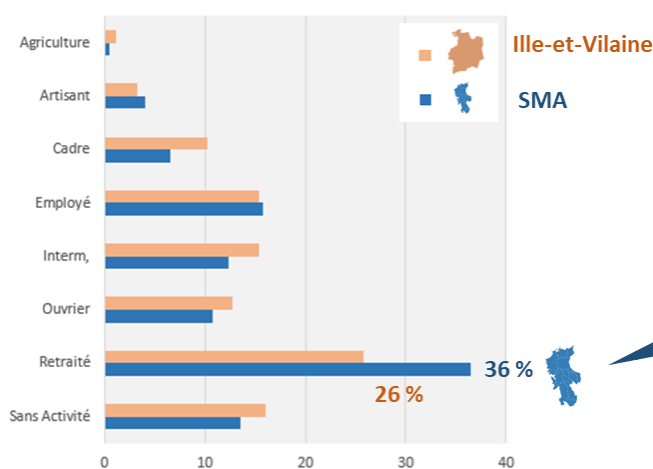


Figure 7 Personnes de 15 ans ou plus vivant seules selon l'âge

Sources : Insee, RP2009, RP2014 et RP2020, exploitations principales, géographie au 01/01/2023

5.4.3 UN VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION



La part de retraités SMA est de 10 points % supérieure à la moyenne départementale.

Figure 8 La répartition de la population Par catégorie socio-professionnelle (> 15 ans)

Source : Données INSEE 2019, RP 2019 15 ans et plus

Une population jeune qui régresse au profit des populations plus âgées en constante augmentation (notamment chez les 60-74 ans).

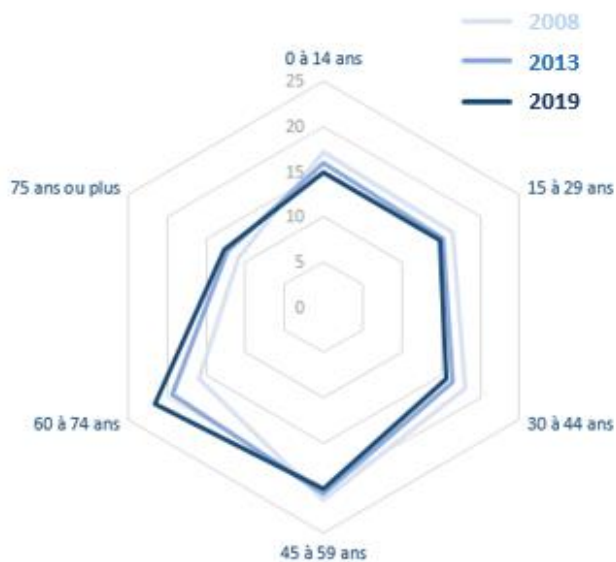


Figure 10 Évolution de la population par tranches d'âge entre 2008 et 2019 – Sources : Insee, RP2008, RP2013 et RP2019, exploitations principales, géographie au 01/01/2022

Synthèse sur sa population

- Il y a une mixité de la population avec une augmentation régulière de personnes vivant seules. Les personnes vivant seules appartenant à différentes tranches d'âge, les habitudes de consommation diffèrent :
 - Cibler pour éviter les achats en portions individualisées sources de plus grandes quantités d'emballages et de déchets
 - Diffuser et former sur les pratiques de consommation sobre, notamment l'achat en vrac ou les contenants réutilisables
 - Engager des actions auprès des jeunes publics, directement au sein des établissements scolaires (animations sur la prévention ; visites des centres de valorisation organique, tri ; actions de réduction du gaspillage dans les cantines, etc.), pour diffuser les pratiques dès le plus jeune âge
 - Mobiliser les 30-60 ans de la population via des campagnes de sensibilisation et communication et des ateliers thématiques (eau du robinet, compostage, gaspillage alimentaire ; etc.). Une mobilisation via le milieu du travail et familial.

5.5 SON HABITAT

5.5.1 SA PART IMPORTANTE DE RESIDENCES SECONDAIRES

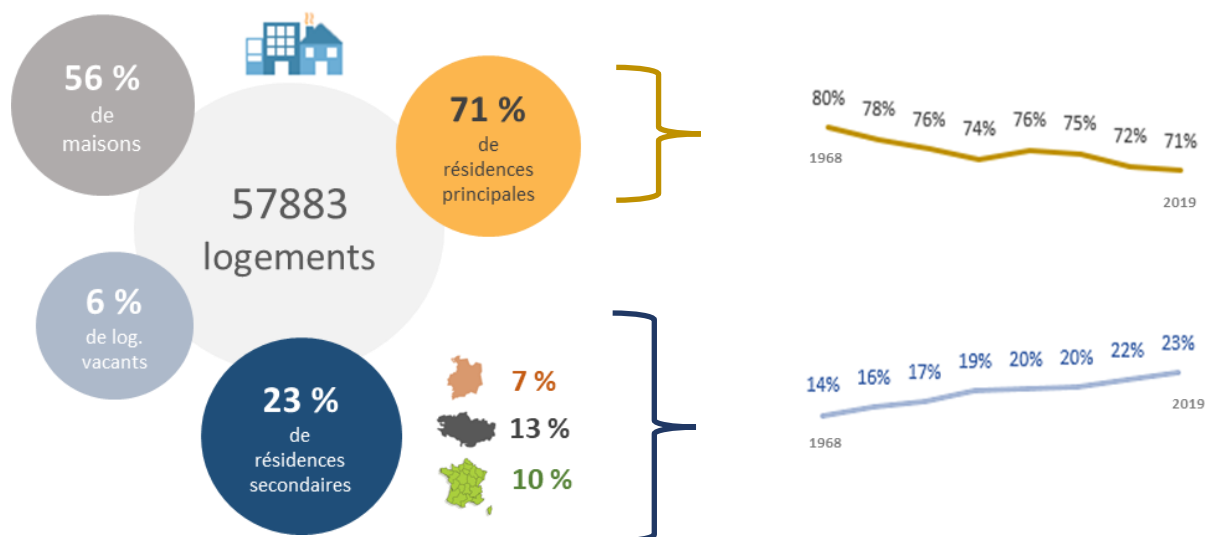
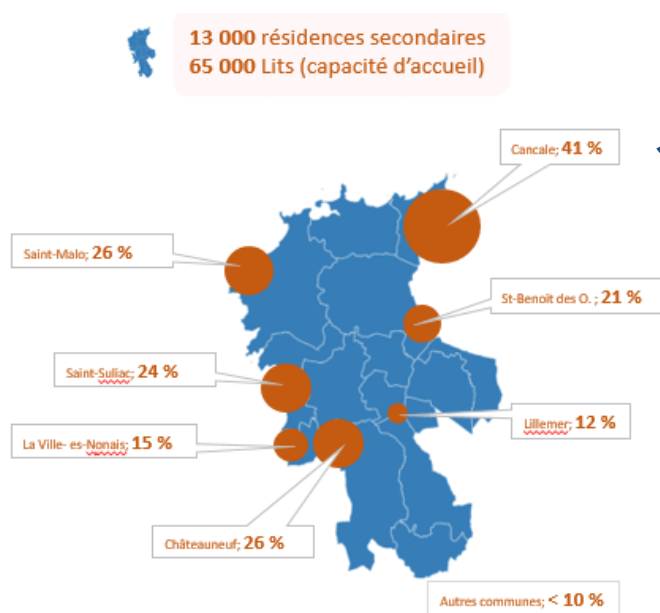


Figure 11 Les logements,
Données INSEE 2019, rapport tourisme 2021 – Ille-et-Vilaine

- La proportion de résidences principales décroît malgré l'augmentation de la population.
- La proportion de résidences secondaires augmente depuis 50 ans pour atteindre 23% des logements. Cette proportion est très supérieure à la moyenne nationale et départementale.



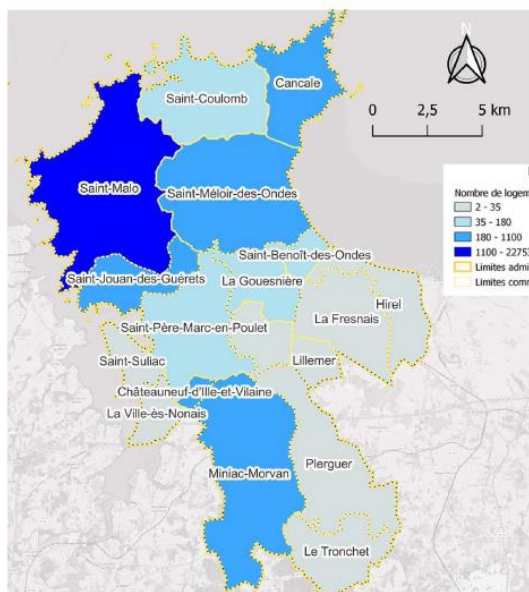
Certaines communes ont une proportion de résidences secondaires très élevée dont les deux plus grandes villes (Saint-Malo et Cancale).

Les résidences secondaires représentent :

- 4 résidences sur 10 à Cancale
- 2,6 résidences sur 10 à Saint-Malo

Figure 12 Proportion de résidences secondaires au niveau des communes (%) -Données INSEE 2019, rapport tourisme 2021 – Ille-et-Vilaine

5.5.2 SA TYPOLOGIE URBAINE



Saint-Malo est également un territoire de typologie urbaine (SINOE) malgré son fort attrait touristique de par une grande présence d'habitats collectifs concentrés sur :

- Saint-Malo
- Cancale
- Saint-Méloir des Ondes
- Saint-Jouan des Guérets
- Miniac-Morvan

Figure 13 Nombre de logements collectifs par commune
Source : Etude préalable à l'instauration d'un dispositif de gestion de proximité des biodéchets 2023- VerdiCité (SINOE)

La présence d'habitats collectifs est directement corrélée avec une forte densité de la population sur Saint-Malo qui correspond à 55 % de la population de SMA.

Il est toutefois important de noter la présence d'habitats collectifs dans les communes moins peuplées.

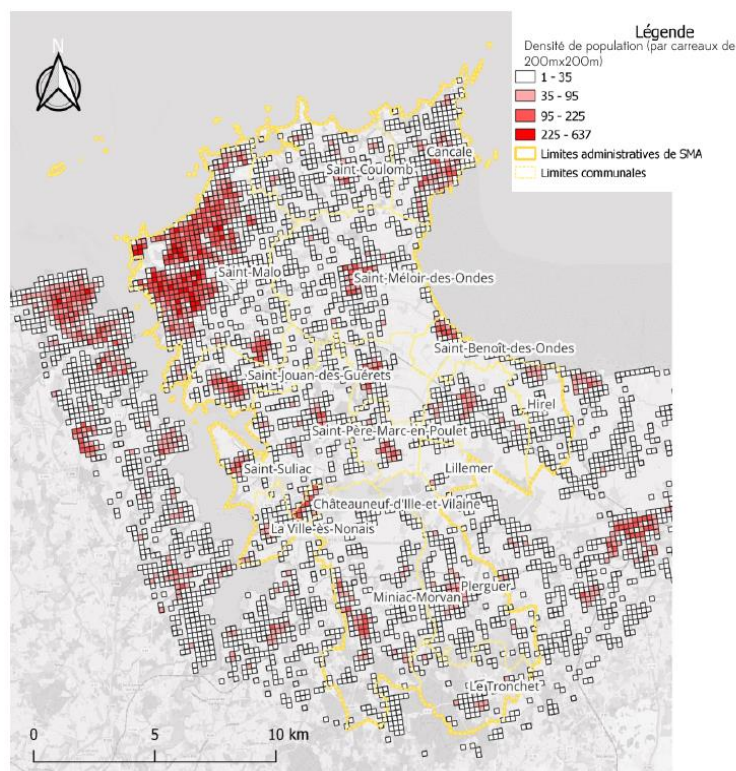


Figure 14 Densité de population par commune

Source : Etude préalable à l'instauration d'un dispositif de gestion de proximité des biodéchets 2023- VerdiCité (SINOE)

5.5.3 UNE MIGRATION DE L'HABITAT SUR LE TERRITOIRE

Le taux réduit de résidences principales accessibles dans les grandes communes pousse les actifs à vivre dans une commune autre que leur lieu de travail.

Seulement Saint-Malo et Cancale voit respectivement 75 % et 50 % de leur population avoir leur lieu de travail dans la même commune d'habitation.

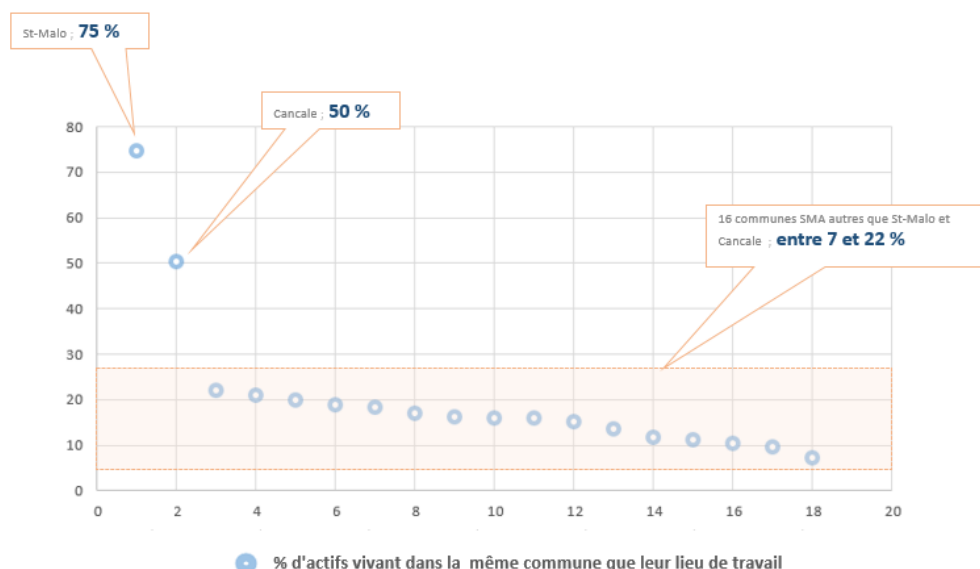


Figure 15 Les actifs vivant dans la même commune que leur travail

Source Données INSEE 2019

Synthèse sur son habitat

- Une typologie d'habitat (résidence principale, secondaire, habitats collectifs) à prendre en compte dans la stratégie de distribution/mise en place des composteurs individuels, partagés, collecte en PAV ou PAP
- Saint-Malo Agglomération peut être considérée comme un lieu de villégiature de par sa forte présence de maisons secondaires
- Les habitants de maison secondaires sont moins accessibles et souvent présentes seulement durant les congés, et donc moins dans la pratique de gestes au quotidiens. Les habitudes et pratiques peuvent être difficiles à changer
- Il est nécessaire de communiquer de manière 'pré-estivale'.
- Potentiel des recycleries/donneries pendant les périodes de nettoyage de printemps de maisons secondaires
- Une économie de la fonctionnalité ayant du potentiel (location de meubles, de vaisselle, pour les rencontres familiales, pour les événements culturels, sportifs, touristiques).
- Les événements (sensibilisation, atelier, support de communication, ...) doivent être pensés pour être dans la commune de 'travail ou d'école' et non spécialement dans la commune d'habitation.
- Les zones d'habitats collectifs doivent être pris en compte
- Il est à prendre en compte le trajet domicile-travail
- Certains habitants utilisent des PAV ou des déchetteries en dehors de leur propre commune d'habitation ou territoire mais sur le trajet travail- domicile

5.6 SON ECONOMIE

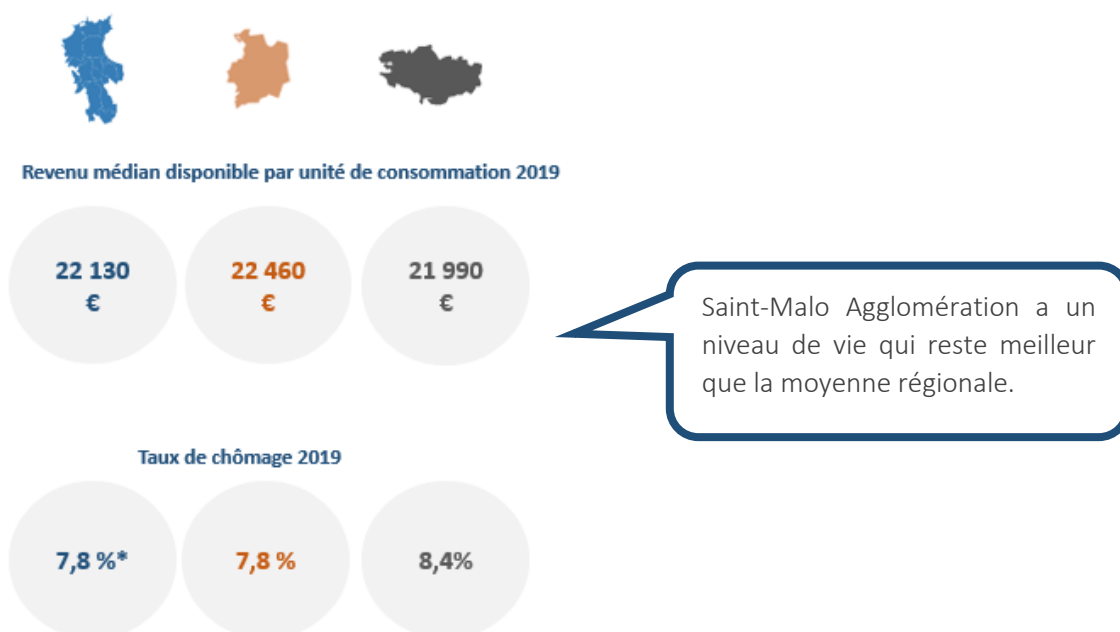


Figure 16 Revenu médian et taux de chômage 2019
Sources : Insee, RP2020, exploitations principales, géographie au 01/01/2023, Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-Ccmsa | Fichier localisé social et fiscal en géographie 2019

- La majorité des établissements actifs (70,3 %) sont dans le domaine du commerce, transports et service divers.
- La majorité des établissements ont moins de 10 employés (73,3 % des établissements).

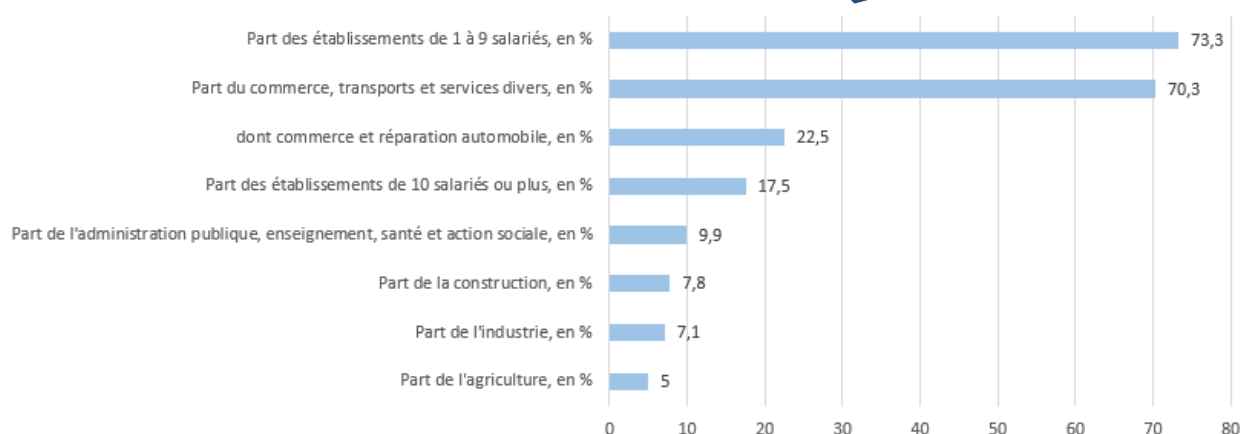


Figure 17 Nombre d'établissements actifs en 2020
Source : Insee, Flores (Fichier Localisé des Rémunérations et de l'Emploi Salarié) en géographie au 01/01/2022

- Adapter la communication à un public varié
- Cibler les acteurs du secteur « commerce, transports, services, divers » afin de permettre un essaimage plus important des actions engagées ;
- Opportunité de travailler sur l'éco-exemplarité avec 9,9 % des emplois dans l'administration publique, l'enseignement, la santé, action sociale

5.7 SA FORTE ATTRACTIVITE TOURISTIQUE

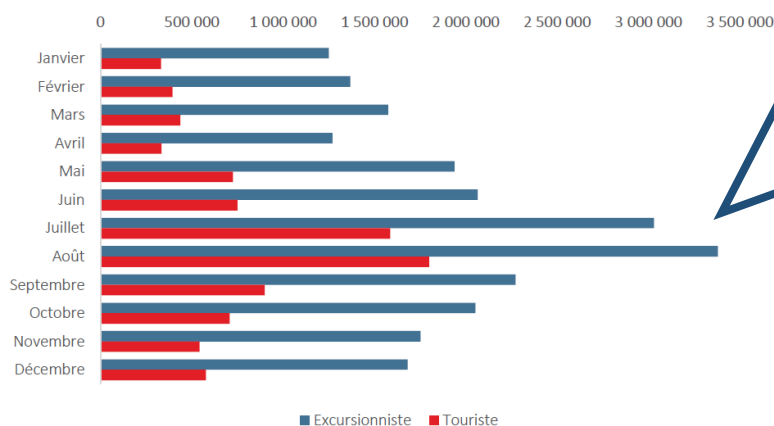


Saint Malo Agglomération est un territoire dynamique, attirant de nombreux touristes. Il concentre une majorité des hébergements touristiques du département. Ses sites et équipements de loisirs sont parmi les plus fréquentés, et le taux d'occupation des hébergements est plus élevé que la moyenne départementale.

5.7.1 DEUX GRANDES CATEGORIES DE VISITEURS

Il est important de différencier le touriste et l'excursionniste puisqu'ils ont des particularités propres.

- **les touristes**, qui passent au moins une nuit (et moins d'un an) hors de leur environnement habituel
- **les excursionnistes**, qui ne passent pas de nuit hors de leur environnement habituel



Mis à part les mois estivaux où une augmentation des touristes et des excursionnistes est perçue, **le tourisme sur SMA se déroule sur toute l'année.**

Figure 18 Évolution de la clientèle touristique présente en journée sur le territoire
Source rapport tourisme 2021 – Ile-et-Vilaine

L'excursionniste

- La fréquentation de l'excursionniste en journée est homogène selon le jour de la semaine et n'augmente pas les week-ends.

Le touriste

La fréquentation en nuitée du touriste est, elle, réalisée pour 75 % en saison haute avec une part plus importante des étrangers en été. **Ces visiteurs proviennent pour 20 % de pays étrangers sur les 3 mois estivaux** et sont majoritairement d'Europe (Source rapport tourisme 2021 – Ille-et-Vilaine)



20 % d'Allemagne



13 % de Belgique



10 % de Royaume-Uni

5.7.2 LES LIEUX D'HEBERGEMENT

1400 lieux d'accueil touristiques sont répertoriés sur le territoire.

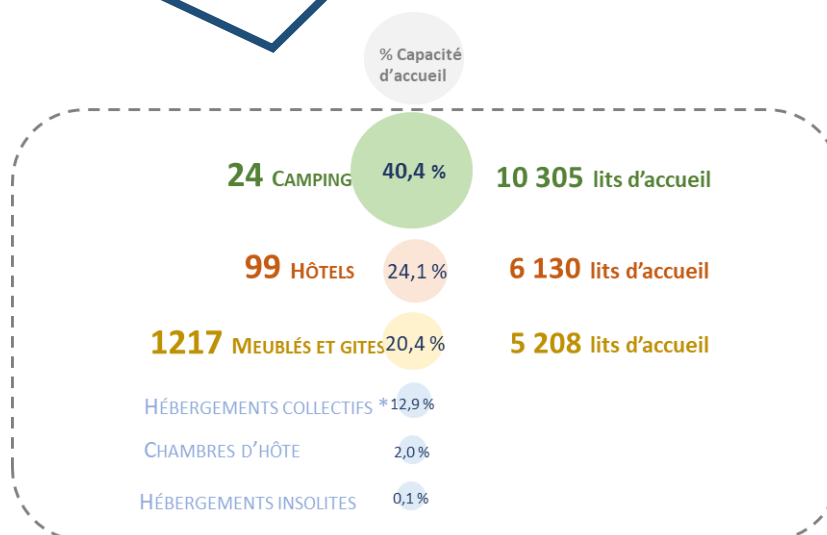


Figure 20 Lieux d'hébergements touristiques et capacité d'accueil - Données INSEE 2019, rapport tourisme 2021 – Ille-et-Vilaine



Bien que le nombre de camping soit inférieur au nombre d'hôtels et meublés du territoire, soit **24 campings** sur les 1400 lieux de résidences touristiques répertoriés, **plus de 40 % de capacité d'accueil** se font dans ces derniers.

Cancale, St-Coulomb, St-Malo, et St-Jouan offrent plus de **80%** de la capacité d'accueil des campings.

La plus grande capacité d'accueil des campings se trouve sur Cancale.

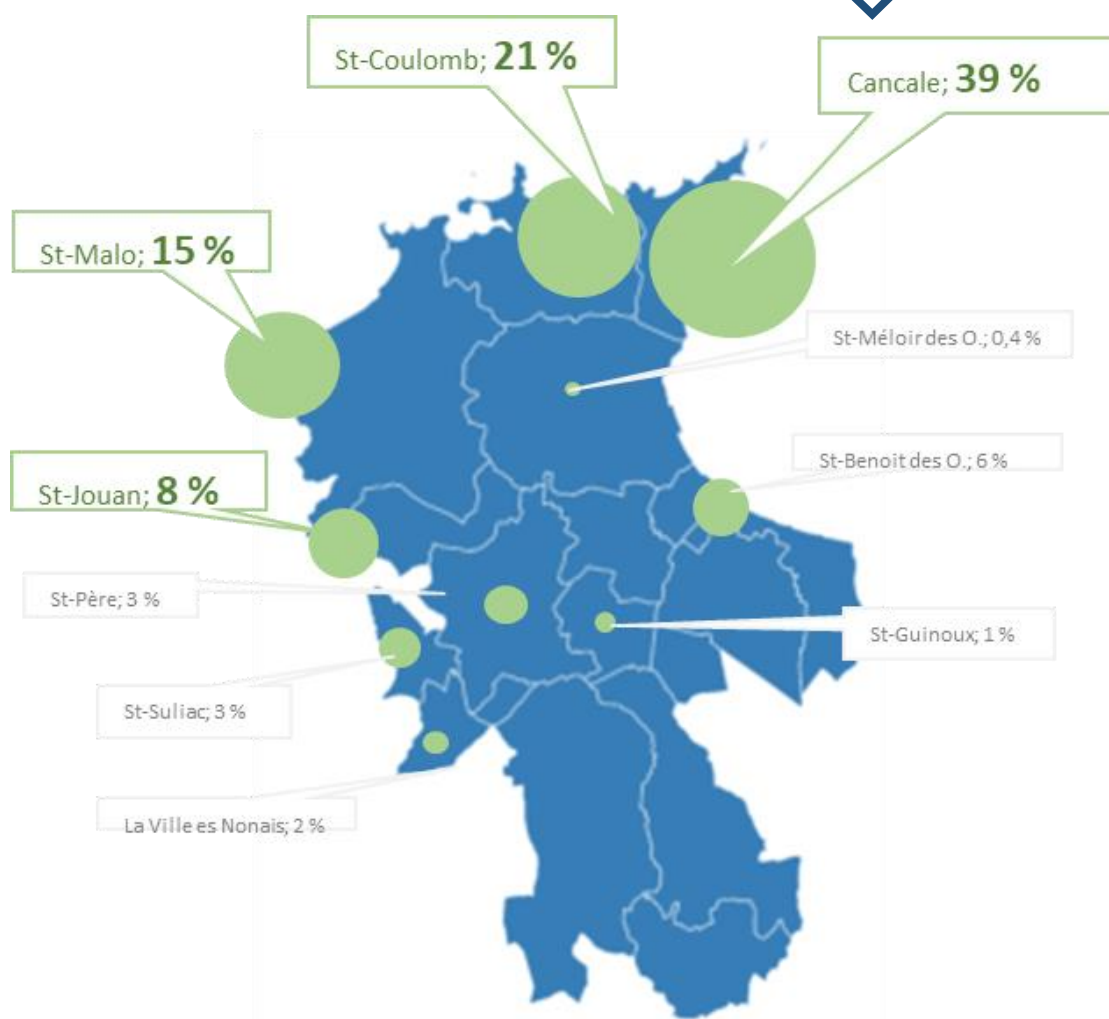


Figure 21 Figure 24 Capacités des 24 campings (nbr d'emplacements)
Données INSEE 2019, rapport tourisme 2021 – Ille-et-Vilaine



Les touristes restent plus longtemps dans les campings que dans les hôtels (3,4 nuits dans les campings contre 1,75 nuits pour les hôtels*). La durée de séjour moyenne est plus longue que la moyenne départementale.

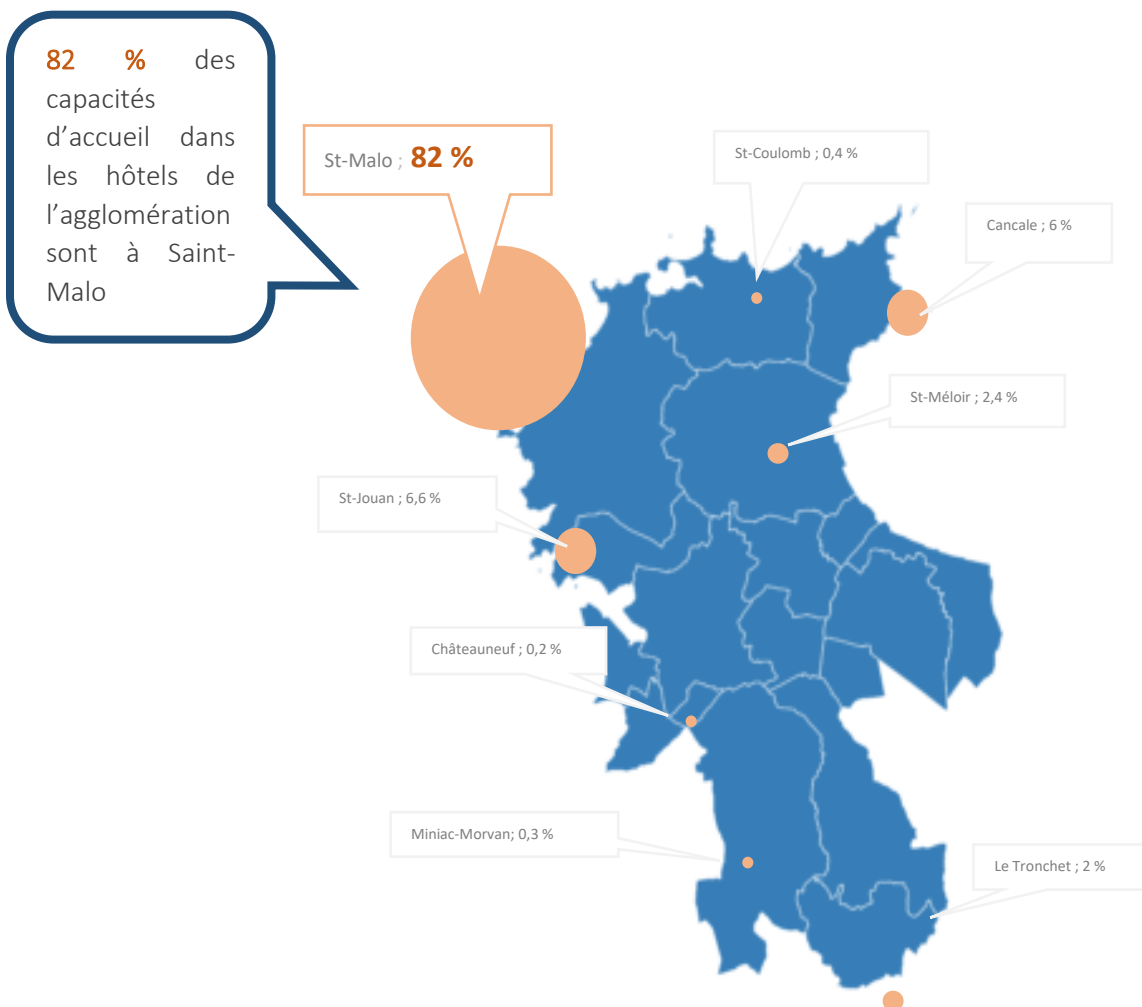


Figure 22 Capacité d'accueil des 99 hôtels (nbr d'emplacements)
Données INSEE 2019, *rapport tourisme 2021 – Ile-et-Vilaine

Synthèse de son tourisme

- Promouvoir et permettre le tri à la source des biodéchets dans les campings prioritairement.
- Collaborer avec les campings qui sont un lieu pour sensibiliser et informer les visiteurs
- Collaborer avec les acteurs et organismes dédiés au tourisme
- Adapter la communication en fonction des lieux d'accueil mais aussi de l'origine géographique des visiteurs et de leur langue d'origine.
- La communication et actions de réduction avec les touristes et résidents de maisons secondaires doit se faire sur l'année complète et non seulement sur la période estivale

6 État des flux de déchets du territoire

6.1 LES CHIFFRES CLES DES FLUX DE DECHETS



Les Déchets Ménagers et Assimilés (DMA) en 2022

839 kg / hab

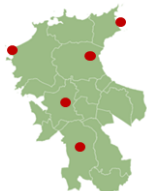
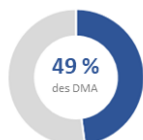
71 000 t

 **696 kg/ hab** (en 2019)

 **582 kg/hab** (en 2018)

Les 5 déchèteries

En 2022



35 000 t

414 kg/hbt/an

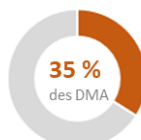
37 % des déchets
sont des végétaux

24 % des déchets
sont des gravats

+ 24 % variation
saisonnière
(Printemps Vs Hiver)

Les OMR

En 2022



24 800 t

293 kg/hbt/an

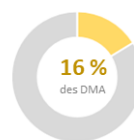
80 % du contenu de
la poubelle d'ordures
ménagères évitables

30 % biodéchets
50 % valorisable

+ 13 % variation
saisonnière
(Été Vs Hiver)

Les collectes sélectives

En 2022



11 200 t

133 kg/hbt/an

48 % de verre

52 % d'emballages
ménagers

+ 8 % variation
saisonnière
(Ete Vs Hiver)

Figure 23 Chiffres clés des flux : rapports DCTD 2022, Rapports activité Déchets Agglo St-Malo 2010 à 2021, rapports UTOM, caractérisations 2024, Rapport déchets chiffres clés l'essentiel 2021 ADEME, OEB – rapport Chiffres clés des déchets en Bretagne - Édition 2021

6.2 LA COMPETENCE SMA ET LES MOYENS ASSOCIES

6.2.1 LE SERVICE « COLLECTE ET VALORISATION DES DECHETS » DE SMA

SMA exerce la compétence « collecte des déchets ménagers et assimilés » transférée par les 18 communes qui la composent.

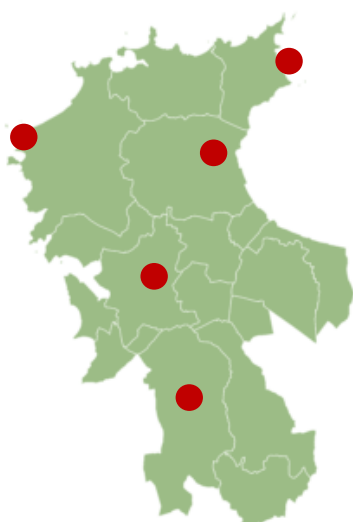


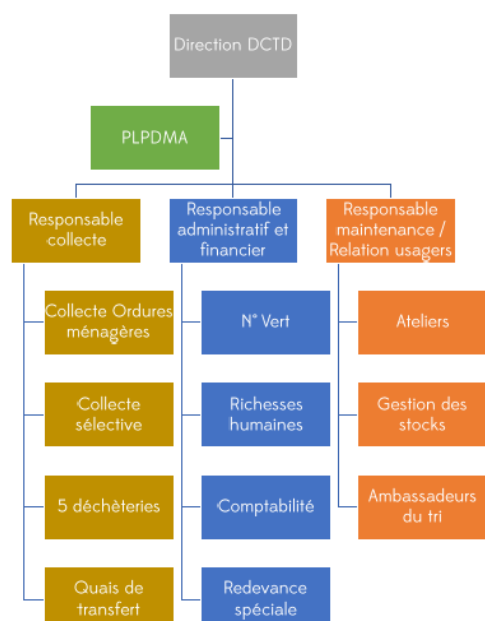
Figure 24 Carte SMA et situation des 5 déchetteries
Source : rapport d'activité SMA 2022

SMA assure en régie, tous flux confondus, avec un effectif de 123 agents :

- la collecte en porte à porte, en point d'apport volontaire des déchets ménagers et assimilés de ces plus de 84 000 habitants
- la gestion des 5 déchetteries de Cancale, Saint-Méloir-des-Ondes, Saint-Père-Marc-en-Poulet, Saint-Malo et Miniac-Morvan.

Ce service public est financé par la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM), instituée par délibération du 9 octobre 2003 et par les redevances spéciales.

6.2.2 LES SERVICES ET MOYENS DE LA DCTD



En 2023, les services de la Direction de Collecte et Traitements des Déchets sont divisés en **3 services**, chacun sous la responsabilité d'un chef de service.

Figure 25 Organigramme DCTD

Le service collecte

Le service collecte a pour mission la collecte des différents types de flux (ordures ménagères, emballages ménagers recyclables, le verre) sur l'ensemble du territoire de Saint-Malo Agglomération.

Ces collectes sont effectuées soit en porte à porte (PAP) ou à partir de points d'apport volontaire (PAV).

Moyens humains pour la collecte

- Chef de service + adjoint 2
- Equipe PAP 42
- Equipe PAV 13
- Equipe renfort 11
- Equipe déchetterie 9

Moyens matériels pour la collecte

- 21 BOM 16 m3 soit 19 T
- 9 fourgons
- 9 PL camions grues 26 T
- 3 chariots élévateurs
- 25 compacteurs
- Véhicules légers (maintenance, livraison de bacs et encadrement)

La direction et le service administratif et financier

- Le Directeur
- Le Service Administratif et Financier de la DCTD chargé du numéro vert dédié, du suivi financier, de la redevance spéciale, de la gestion des sinistres, des différents actes administratifs (délibérations, décisions) et de l'ensemble des courriers
- La chargée de mission Plan Local de Prévention Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA)

La maintenance des matériels est un axe stratégique pour assurer chaque matin les différentes missions de la DCTD.

- Entretien mécanique des véhicules, la maintenance de toutes les installations industrielles (centre de tri, 5 déchetteries...), En 2022, 432 372 kms ont été parcourus au titre de la collecte.
- Maintenance des compacteurs, suivi et réparation des moyens dédiés à la collecte (314 colonnes à verre, 179 colonnes OM et 177 colonnes tri sélectif) et lavage des bennes.
- Animations sur le tri, recensement des bacs sur l'ensemble du territoire, entretien des éco points, livraison des bacs aux usagers et gestion des équipements de protection individuelle (EPI) pour les agents de la DCTD.

Le service maintenance et relation usagers

6.3 LES DIFFERENTES COLLECTES DE DMA

Les DMA sont collectés selon trois systèmes.

- Les 5 déchetteries du territoire.
- Les OMR sont collectées en porte-à-porte (PAP) ou en point d'apport volontaire (PAV). Pour la suite de l'analyse, il sera aussi intégré aux OMR la collecte des encombrants qui a pris fin en 2015 et le nettoyage (corbeilles) de la ville de St-Malo.
- Les collectes sélectives intégrant le verre et les emballages ménagers. Celles-ci se font en PAV ou PAP.

6.3.1 LA COLLECTE EN PORTE-A-PORTE ET EN APPORT VOLONTAIRE

Le déploiement en parallèle des PAV a vu augmenter le tonnage sur ces zones, directement corrélé avec la réduction du tonnage collecté en PAP.


Le nombre de colonnes en apport volontaire positionnées sur le territoire a  **de 12.6 %** entre 2021 et 2022, passant de 597 à 672, tous flux et modèles confondus.



Figure 26 Moteur de recherche du site de SMA pour la localisation des PAV

L'apport en PAV a comme avantage :

- de réduire fortement l'empreinte carbone due à la collecte PAP par camion
- d'avoir une pratique simple, efficace et bien acceptée par les citoyens
- d'avoir sur la même zone les différentes solutions de tri qui permettent d'avoir un meilleur tri
- de sécuriser la collecte pour les lieux difficiles d'accès par camion

6.3.2 LES DECHETTERIES DE SMA

La plus grande collecte de déchets se situe dans les 5 déchetteries du territoire.

Nous observons une **bonne répartition géographique et une bonne dotation de déchetteries sur le territoire** par rapport au nombre d'habitants et à leur lieu de vie. Les 5 déchetteries du territoire ont des zones de desserte de 15 min en voiture.

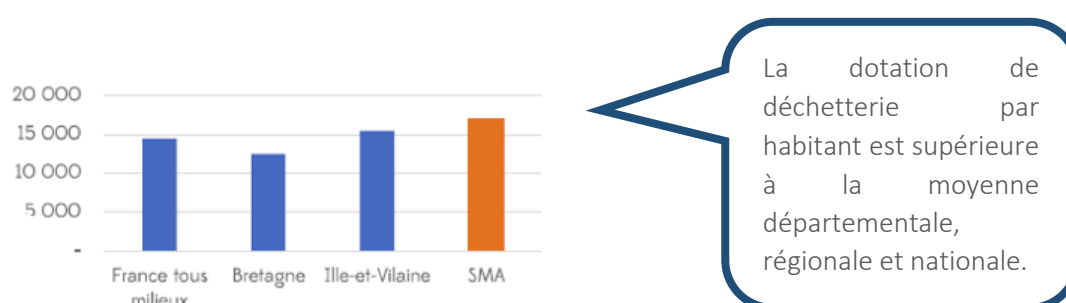


Figure 27 Figure 35 Nombre d'habitants par déchetterie en 2021 Source
Etude préalable à l'instauration d'un dispositif de gestion de proximité des biodéchets 2023- VerdiCité

Quelques points spécifiques aux déchetteries

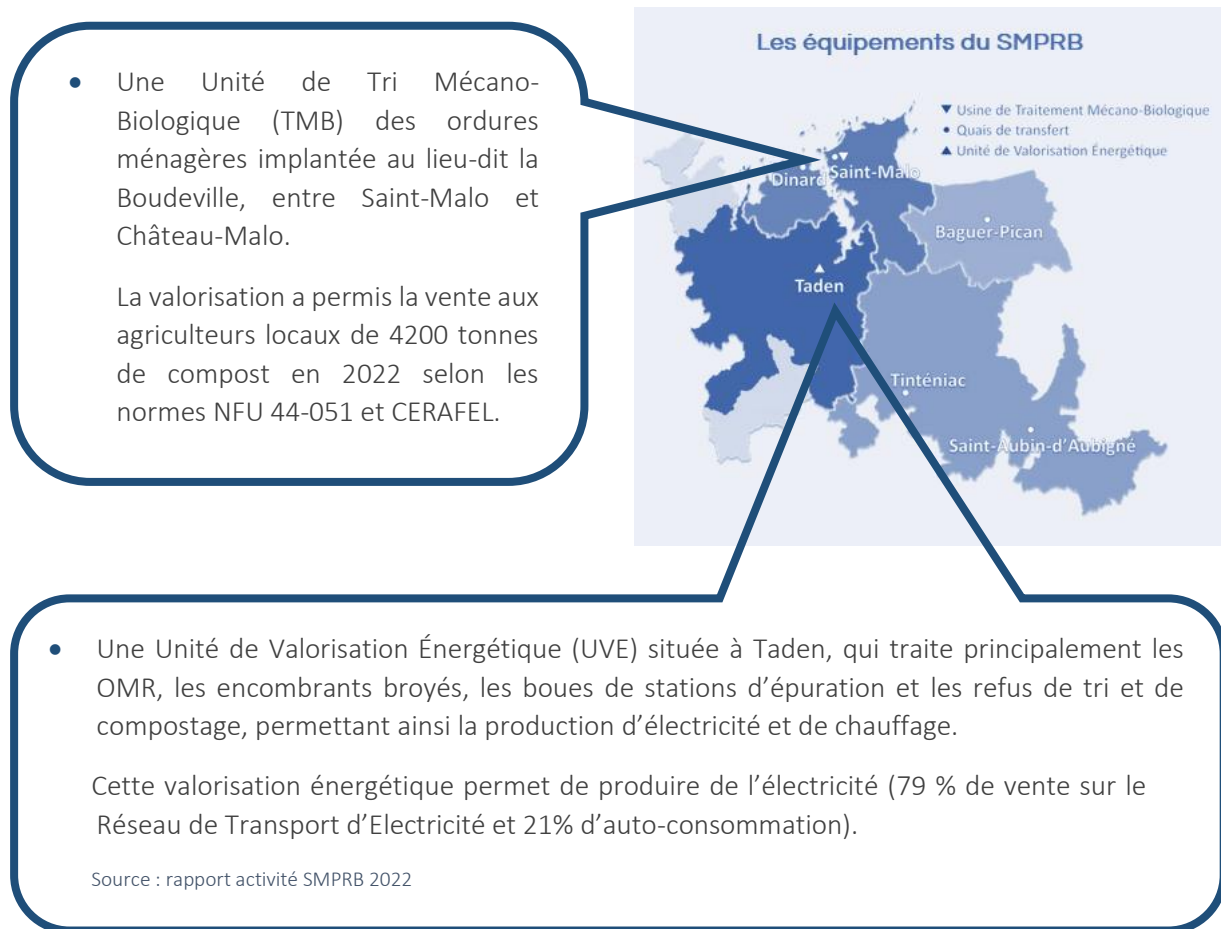
- Aucune déchetterie n'est badgée pour un contrôle d'accès actuellement.
- Les jours de fermeture diffèrent d'une déchetterie à l'autre.
- 4 déchetteries sont ouvertes 5 jours sur 7. La déchetterie de Saint-Malo est ouverte 7 jours sur 7 et a des horaires différents aux 4 autres déchetteries.
- Les communes sont autorisées à déposer des déchets. Toutefois, la ville de St-Malo conserve la maîtrise technique du traitement de ses déchets verts en refacturant le coût à Saint-Malo Agglomération.
- 3 déchetteries (Saint-Père-Marc-en-Poulet, Miniac-Morvan et de Cancale) disposent de plateformes de déchets verts. Faute de place sur le site, celles de Saint-Malo et Saint-Méloir-des-Ondes utilisent des containers pour les déchets verts emportés plusieurs fois /jour)
- Les habitants de la commune de Mesnil Roc'h (du territoire adjacent) sont acceptés dans la déchetterie de Miniac-Morvan, par convention avec VALCOBREIZH.

6.3.3 TRANSFERT DE LA COMPETENCE TRAITEMENT

Depuis le 1er janvier 2022, la compétence traitement a été transférée au Syndicat Mixte Pays de Rance et de la Baie (SMPRB) dont SMA est membre.

- Outre le transfert du traitement des emballages ménagers, l'usine de Traitement des Ordures Ménagères (UTOM ou TMB) ainsi que les marchés d'exploitation des déchetteries ont été transférés au SMPRB.
- Le SMPRB assure la mission de traitement des déchets pour 5 ECPI, ainsi que pour la gestion des installations suivantes :

Figure 28 Les équipements du SMPRB



6.4 LES DMA

6.4.1 EVOLUTION DU FLUX DE DMA

La quantité brute totale de DMA émise sur le territoire continue d'augmenter **(+ 11 % entre 2010 et 2022)** alors que la population n'a augmenté que de 4% durant cette même période.

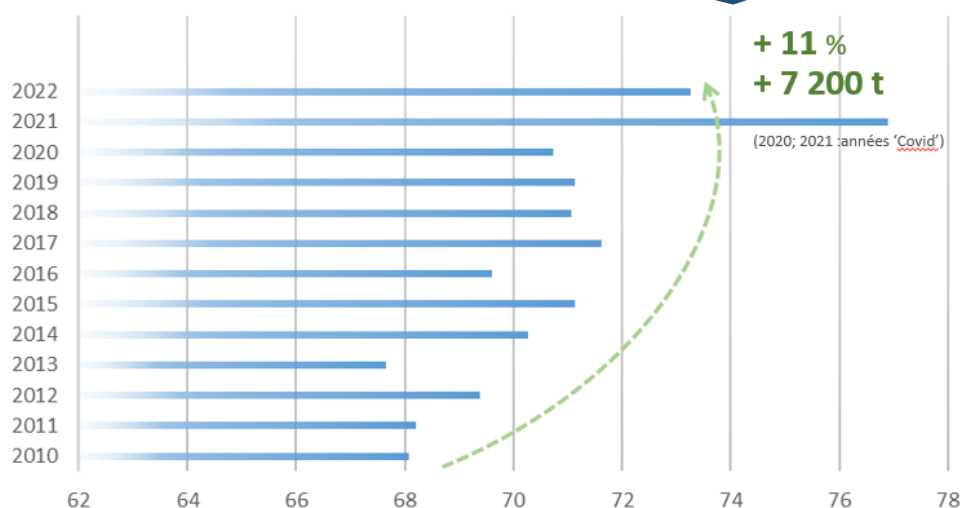


Figure 29 Evolution du flux de DMA en tonnage depuis 2010
Source : Rapports activité Déchets Agglo St-Malo 2010 à 2022

Cinq particularités influent particulièrement sur la quantité de production des déchets au niveau du territoire et doivent être pris en compte dans l'état des lieux du flux de déchets.

- Une activité forte touristique*
- Les déchets du professionnel non séparés de la collecte
- Un apport 2 fois plus important de déchets verts en déchetterie qu'au niveau national
- Des déchetteries sans contrôle d'accès badgé
- Une augmentation de la population supérieure à la moyenne nationale et régionale

5 points spécifiques aux DMA du territoire

***La particularité touristique du territoire** : Afin d'être en adéquation avec les objectifs chiffrés des plans national et régional, nous avons utilisé le même indice de population, en l'occurrence la population municipale. Ce ratio par habitant ne prend donc pas en compte les habitants de résidence secondaire et de campings.

6.4.2 UNE AUGMENTATION DE LA QUANTITE DES DMA PAR HABITANT

Si l'on considère la quantité de DMA émis par habitant (population municipale) et non plus le tonnage brut, nous constatons une augmentation de 7,1 % entre 2010 et 2022.

Alors que les objectifs nous poussent à une réduction, nous observons une augmentation de la production des DMA supérieure au taux d'évolution de la population. La population de SMA en 2022 émet plus de déchet par habitant qu'en 2010. Elle émet 839 kg/hbt/an de déchets.

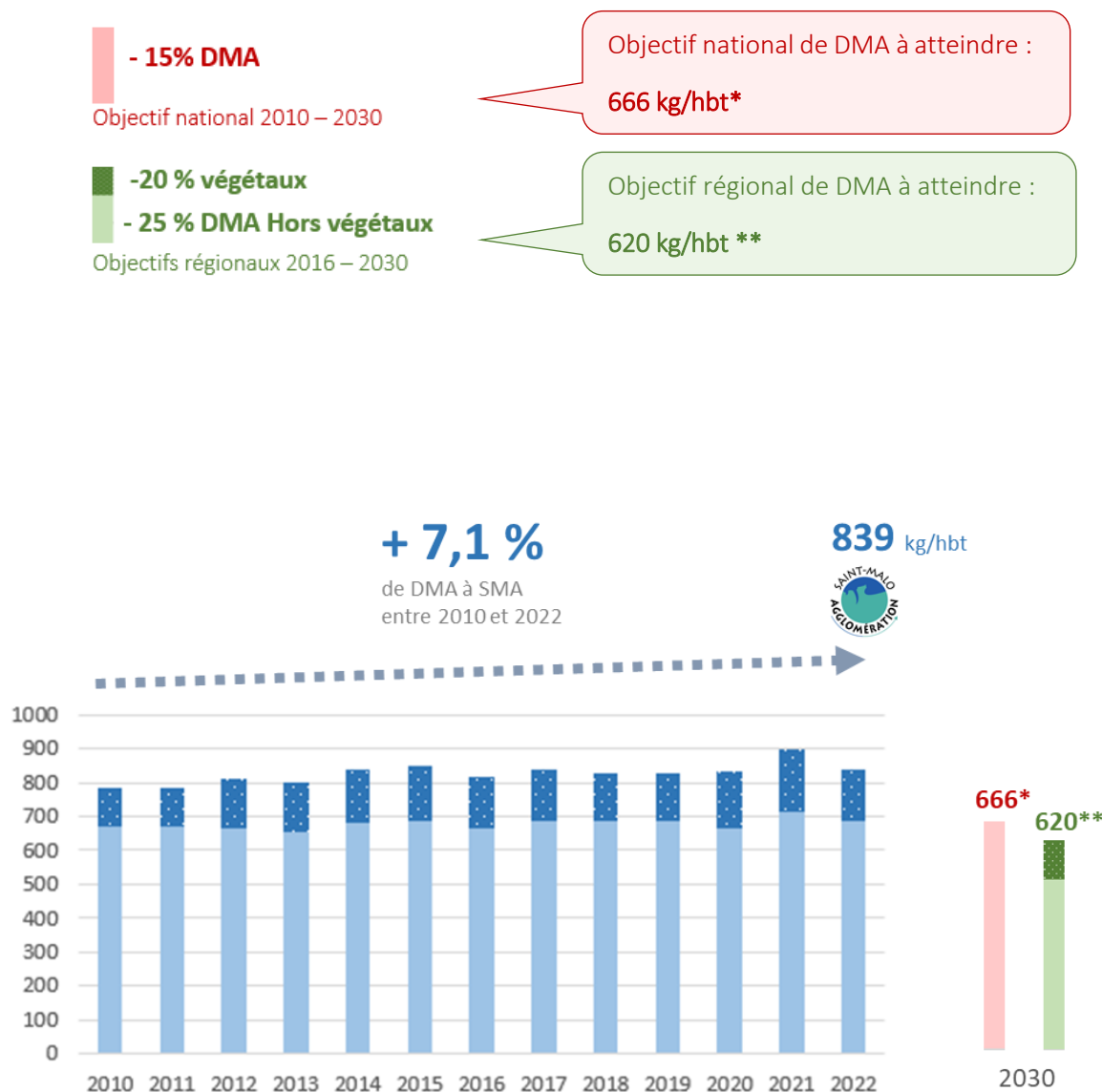


Figure 30 Situation de SMA en 2022 et objectifs régionaux et national

Afin de rejoindre l'objectif breton de 620 kg/hbt de DMA en 2030, un grand défi nous attend.

Il apparaît, au regard des ratios de production, que l'objectif national et à fortiori régional de réduction va être difficilement atteignable sur le territoire de Saint-Malo Agglomération

L'état des lieux du flux des déchets va nous permettre de visualiser la production de DMA à SMA non seulement en fonction du temps (évolution depuis 2010) mais aussi en fonction des gisements des flux à proprement dits.

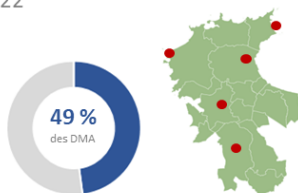
En effet, les pratiques des habitants sur les déchets apportés en déchetterie, sur les OMR et sur les collectes sélectives ainsi que les stratégies mises en place à SMA ont un impact direct sur la destination des différents flux et donc de la façon de les prévenir et les réduire.

Synthèse de l'évolution des DMA

- Ces données ne font qu'appuyer la nécessité de réduire à la source l'émission de déchet par des actions de prévention dans le cadre du PLPDMA
- L'objectif du PLPDMA étant la prévention et la réduction à la source avant le recyclage, il est primordial d'expliquer la hiérarchie de la gestion des déchets (4RVE) afin d'éliminer la confusion entre prévention / réduction à la source et recyclage

6.5 ÉVOLUTION DES DMA EN DECHETERIE

En 2022



35 000 t

414 kg/hbt/an

37 % des déchets
sont des végétaux

24 % des déchets
sont des gravats

+ 24 % variation
saisonnière
(Printemps Vs Hiver)

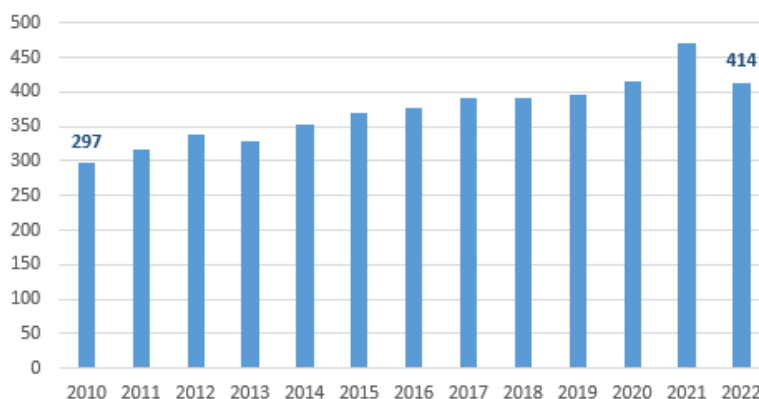


Figure 31 Évolution des déchets collectés en déchetterie par habitants de 2010 à 2022 (kg/hbt)

Le tonnage dans les déchetteries augmente depuis 2010

6.5.1 LES APPORTS EN DECHETERIE

La déchetterie est un espace aménagé où les particuliers peuvent déposer leurs déchets occasionnels. Elle contribue ainsi :

- A remettre dans le circuit de valorisation et de recyclage les déchets et matériaux apportés
- A protéger l'environnement - Les déchets toxiques (piles, huiles...) ne sont pas mélangés avec les autres ordures et partent en filière spécifique.
- A lutter contre les dépôts sauvages

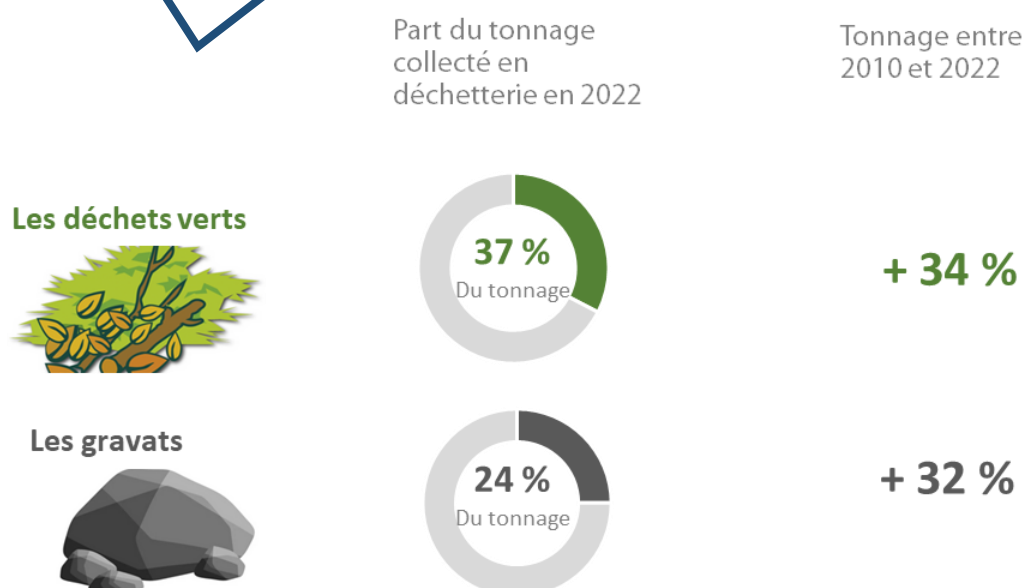


Avec la dynamique des déchetteries et des bons gestes des bretons, les apports en déchetterie occupent désormais la part la plus importante du gisement collecté de DMA.

Ces apports représentent pour SMA **49 % du total des DMA** en 2022, soit 35 000 tonnes.

Les gravats et les déchets verts sont les flux de déchetterie pour lesquels les augmentations sont les plus importantes.

Ils représentent à eux seuls **61 %** du tonnage collecté en déchetterie en 2022.

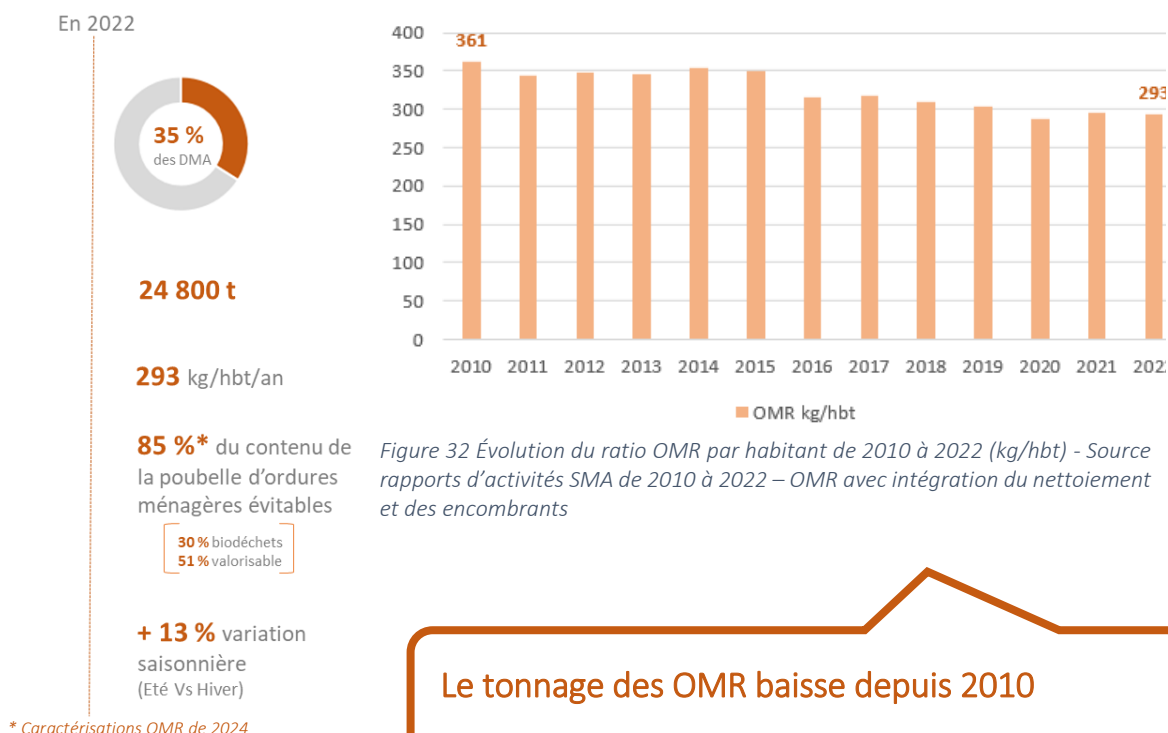


Synthèse sur les déchetteries I

- Bien que la majorité des apports des différents flux puissent partir dans les différentes filières associées de valorisation, la quantité qui ne cesse de croître appuie la nécessité de réduire à la source afin de réduire l'empreinte carbone des transports, des traitements et de la transformation
 - Réduction des déchets verts
 - Réintroduction en amont des objets de 2^{de} vie
- La déchetterie doit devenir un lieu de sensibilisation pour la réduction des déchets
- L'apport des déchets 'limitrophes' doit pouvoir être contrôlé puisqu'interdit
- L'apport des déchets des professionnels doit pouvoir être contrôlé puisqu'interdit
- Une augmentation des déchets apportés en déchetterie au printemps par l'ouverture de maisons secondaires et de location
- Une réduction des déchets verts à la source est primordiale (techniques de jardin responsable –mulching, paillage, broyage, ...)

6.6 ÉVOLUTION DES OMR

Les OMR



Depuis 2010, une réduction substantielle des OMR est observée malgré l'augmentation de la population. Le ratio d'OMR est ainsi passé de 323 kg/hbt en 2010 à 278 kg/hbts en 2022, soit une **réduction de 14 %**.

6.6.1 CARACTERISATIONS DES OMR

Différentes caractérisations ont été effectuées afin d'analyser la composition des OMR. Les caractérisations sont l'étude et l'analyse de la composition des OMR. Elle permet de prendre une 'photo' de la composition de la poubelle étudiée.

Les caractérisations des OMR montrent habituellement 3 parties bien distinctes avec des proportions variables selon différents critères tels que le lieu de collecte ou les différentes pratiques des citoyens. Nous y retrouvons :

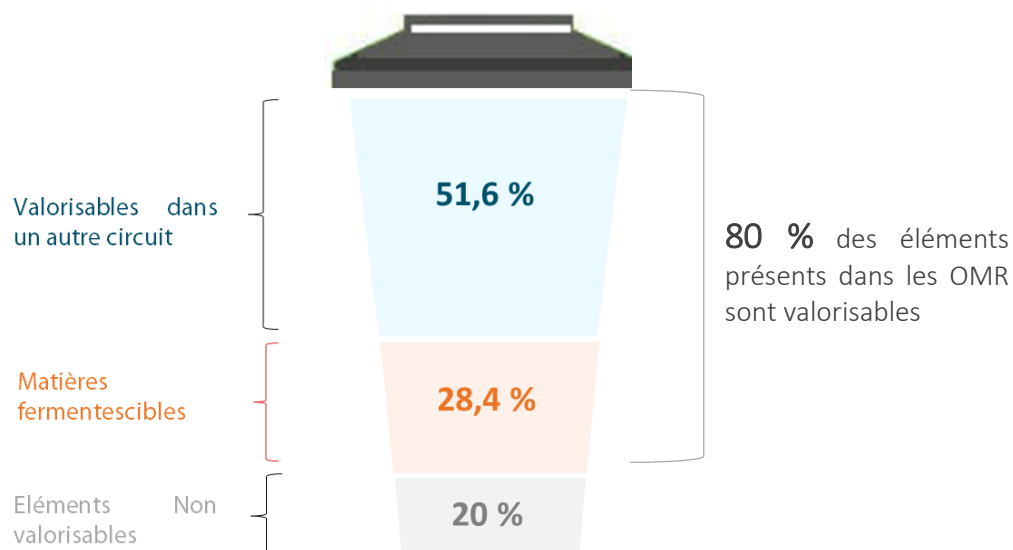


Figure 33 Résultats de l'étude biodéchet Verdicté 2024

6.6.2 RESULTATS DETAILES DES CARACTERISATIONS

La moyenne de 5 dernières caractérisations d'OMR sur SMA ont fait ressortir les données suivantes :

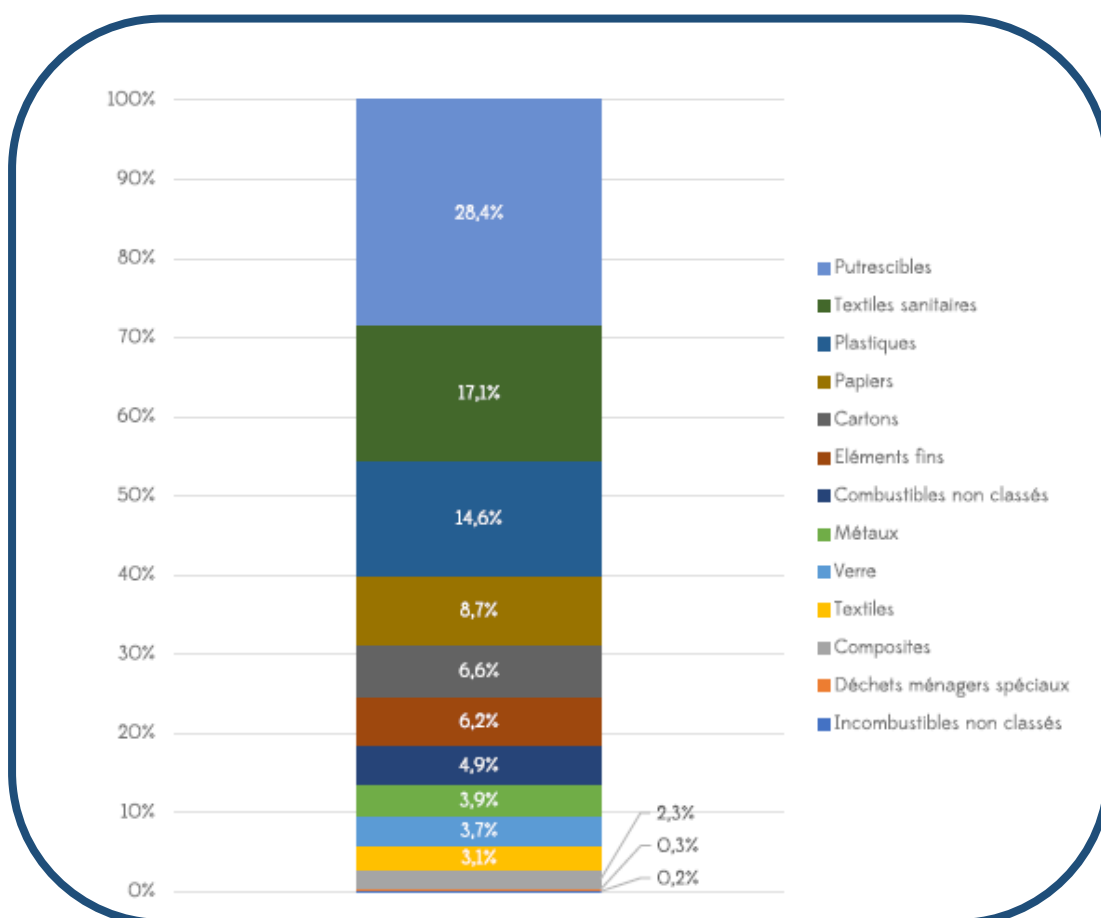


Figure 34 Composition moyenne des OMR par catégories pour 5 caractérisations (juin 2020, mai 2021, mai 2023, septembre 2023 et décembre 2023)

Source Etude biodéchet 2023 effectuée par Verdicté

- La proportion de déchets putrescibles présente dans les OMR est de 28,4 %.
- Le reste des OMR est principalement composé de plastiques (14,6 %), de carton (17,1 %) et de papiers (8,7 %)
- Le taux de textile encore présent dans les déchets ménagers est également élevé : 8,7%.

28,4 % des OMR sont des biodéchets répartis en sous-catégories de la façon suivante :

- Restes alimentaires = 81,6 %
- Gaspillage alimentaire = 16,5 %
- Autres putrescibles = 1,5 %
- Déchets verts = 0,4 %

6.6.3 LES PISTES DE VALORISATION

Valorisables dans un autre circuit que le bac brun :

- Papiers
- Cartons
- Combustibles non classés (bouchons de liège, mégots, ...)
- Métaux
- Verre
- Textiles

Matières fermentescibles

- Les biodéchets alimentaires

Elements non valorisables

- Textiles sanitaires
- Eléments fins
- Composites (sac de chips, paquet de cigarette, ...)
- Déchets ménagers non valorisables



- Avant valorisation, penser à la réduction

- Réemploi, réutilisation
- Bon circuit de collecte
- Extension des consignes de tri

- Avant valorisation, penser à la réduction

- Lutte contre le gaspillage alimentaire
- Valorisation biodéchets (compostage, biogaz)

- Non ou peu valorisables, mais solution de réduction à la source

6.6.4 PART DES PROFESSIONNELS DANS LE GISEMENT GLOBAL DES BIODECHETS SUR LE TERRITOIRE

L'étude sur les biodéchets réalisée par Verdicité a permis de faire ressortir la part des professionnels dans le gisement global des biodéchets.

En 2022, en intégrant la proportion de biodéchets dans les OMR déterminée lors des caractérisations, nous estimons la part des biodéchets totaux présents dans les OMR à près de 7 000 tonnes.

L'étude a permis d'estimer la part du gisement global issue des professionnels et des particuliers

Professionnels

1 833 t = 26 %

Particuliers

5 125 t = 74 %

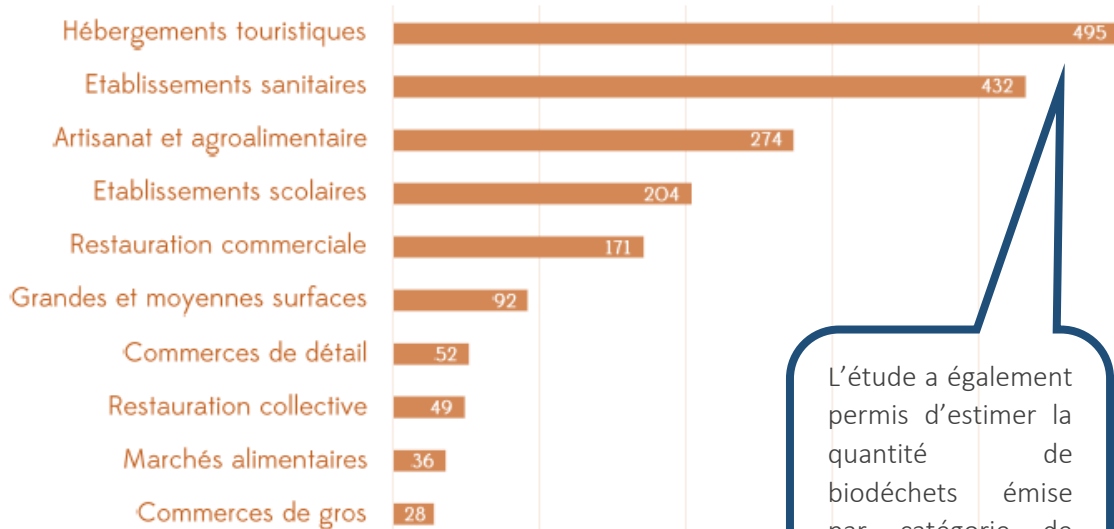


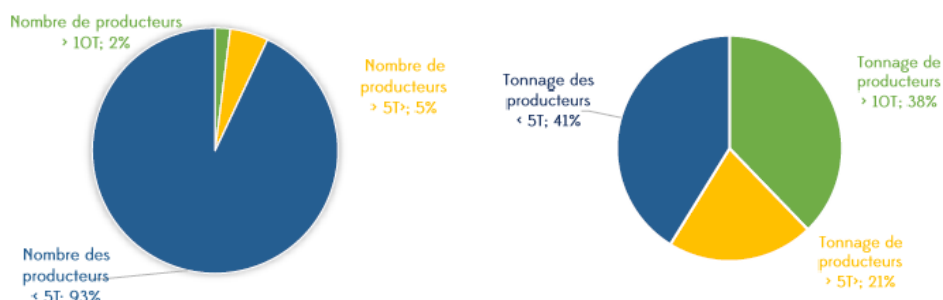
Figure 35 Tonnages annuels de biodéchets produits par catégorie de producteurs

Source Etude biodéchet 2023 effectuée par Verdicité

L'étude a également permis d'estimer la quantité de biodéchets émise par catégorie de producteurs.

De cette étude est également ressorti que :

- 76 % du tonnage de biodéchets non-ménagers est produit sur Saint-Malo, 9 % sur Cancale et 15 % sur les autres communes
- 40 % du tonnage de biodéchets non-ménagers est produit par les administrations publiques
- 7 % des producteurs (> à 5 T) émettent 59 % du flux total de biodéchets des producteurs du territoire



Figures 36 Répartition et tonnage des producteurs de biodéchets

Source Etude biodéchet 2023 effectuée par Verdicité

6.6.5 EXUTOIRE DES BIODECHETS SUR LE TERRITOIRE

Bien que se situant après la prévention et la réduction des déchets, il est important de bien comprendre l'enjeu du traitement des biodéchets sur le territoire.

- Le déploiement d'aires de compostage collectives ainsi que la distribution de composteurs individuels permettent de valoriser une partie du flux de biodéchets pour un retour à la terre.
- A large échelle et à l'heure actuelle, seule l'UTOM permet la valorisation des biodéchets par la création d'un compost normé vendu aux agriculteurs. Cependant, cette unité de traitement doit arrêter de fonctionner en l'état au plus tard en décembre 2027 suite à une loi nationale.



Une étude spécifiquement sur les biodéchets est en cours (2024) afin d'étudier les différentes stratégies et solutions applicables au territoire selon ses caractéristiques et enjeux. Cette étude nous permet de faire un état des lieux du territoire pour ce flux spécifique dont la recherche de systèmes de traitement à grande échelle.

La recherche de systèmes de traitements de biodéchets sur le territoire a montré qu'il n'y avait pas à proximité :

- De sites de méthanisation avec hygiénisation en fonctionnement
- De plateformes privées et/ou agricoles de compostage agréé SPAN3

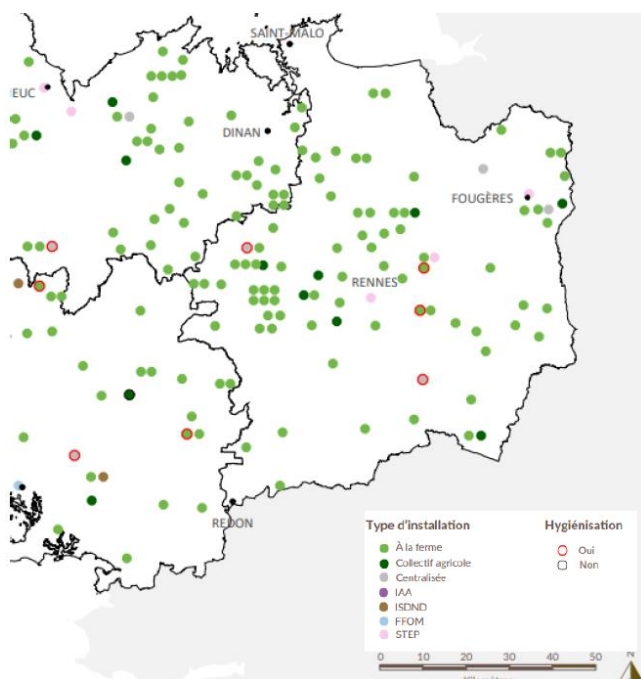


Figure 37 Installation de méthanisation en fonctionnement en septembre 2023
Source bretagne-environnement.fr

L'étude biodéchet est toujours en cours. Toutefois, une stratégie s'aligne sur la gestion de proximité des biodéchets et non d'une collecte en porte à porte.

Synthèse sur les OMR

- La réduction des OMR depuis 2010 n'entraîne toutefois pas une réduction dans les DMA dans leur globalité.
- Celle-ci peut se traduire, entre autres, par un transfert de déchets issus des OMR vers le recyclage via les collectes sélectives ou vers la déchetterie qui, elle, voit son tonnage annuel augmenter depuis 10 ans.
- Beaucoup d'éléments présents dans les OMR sont valorisables dans un autre flux
- La communication est essentielle pour réduire, en premier lieu, les déchets pour ensuite les diriger vers la bonne filière de valorisation

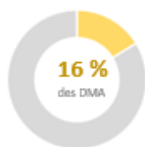
Synthèse sur les biodéchets

- La réglementation imposant un tri à la source des biodéchets au 1er janvier 2024 est un levier pour réduire le taux de biodéchets dans les OMR
- Des actions pour contrer le gaspillage alimentaire permettraient de réduire ces biodéchets, y compris dans les administrations publiques
- Trop de déchets pouvant être des ressources sont encore présents dans les OMR, une communication sur les filières de déchets valorisables doit être accentuée
- Les gros producteurs sont des maillons importants dans le flux de biodéchets
- Pas d'exutoire pour la gestion des biodéchets sur le territoire

6.7 ÉVOLUTION DES COLLECTES SELECTIVES

(VERRE + EMBALLAGES MENAGERS + PAPIERS CARTONS)

En 2022



11 200 t

133 kg/hbt/an

48 % de verre

52 % d'emballages
ménagers

+ 8 % variation
saisonnière
(Ete Vs Hiver)

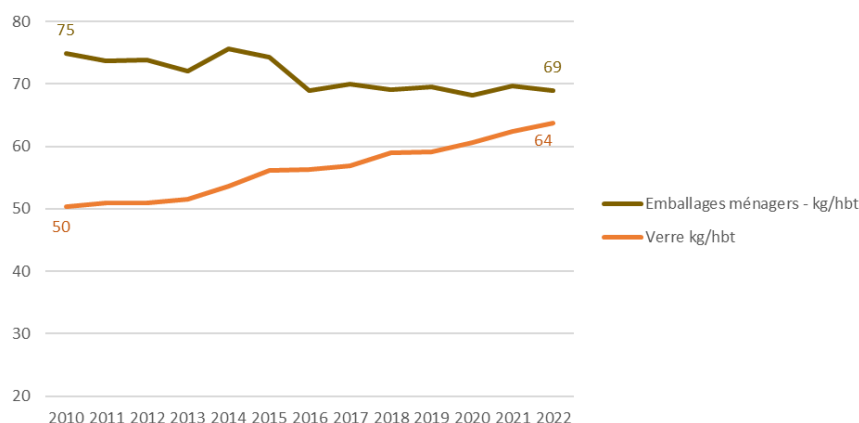


Figure 38 Évolution du flux de la collecte des emballages ménagers et du verre de 2010 à 2022 (kg/hbt)

Le tonnage des emballages ménagers baisse depuis 2010

Cette réduction peut être expliquée par le poids des emballages qui 'maigrit'.

L'éco-conception d'emballage permet de réduire le surplus des emballages, le poids, la taille. Le rapport annuel 2016 d'Eco-Emballage indique une réduction en 18 ans de 23 % du poids d'une bouteille en verre, de 40 % d'une en plastique et de 18 % le poids d'une canette en aluminium.

Synthèse sur les collectes sélectives

- Il est important de constater une baisse du tonnage d'emballages ménagers moins pesants et peut-être non une baisse de leur quantité. Une réduction à la source des emballages ménagers est primordiale.

6.8 TRANSFERT DES FLUX DE DECHETS

En parallèle de la hausse des DMA produits sur le territoire depuis 2010, un fort transfert de flux est observable vers les déchetteries.

Les DMA en déchetterie

En 2010, 37 % des DMA globaux étaient collectés en déchetterie. En 2022 il représente, 48 %. Cela se traduit par un apport de + 104 kg/hbt/an en 2022,

soit **une augmentation de + 36 % en 12 ans.**

Les DMA par la collecte des OMR

En 2010, 42 % des DMA globaux étaient collectés via les OMR. En 2022, ils représentent 34 %. Cela se traduit par une diminution de l'apport de - 45 kg/hbt/an en 2022,

soit **une baisse de -14 % en 12 ans.**

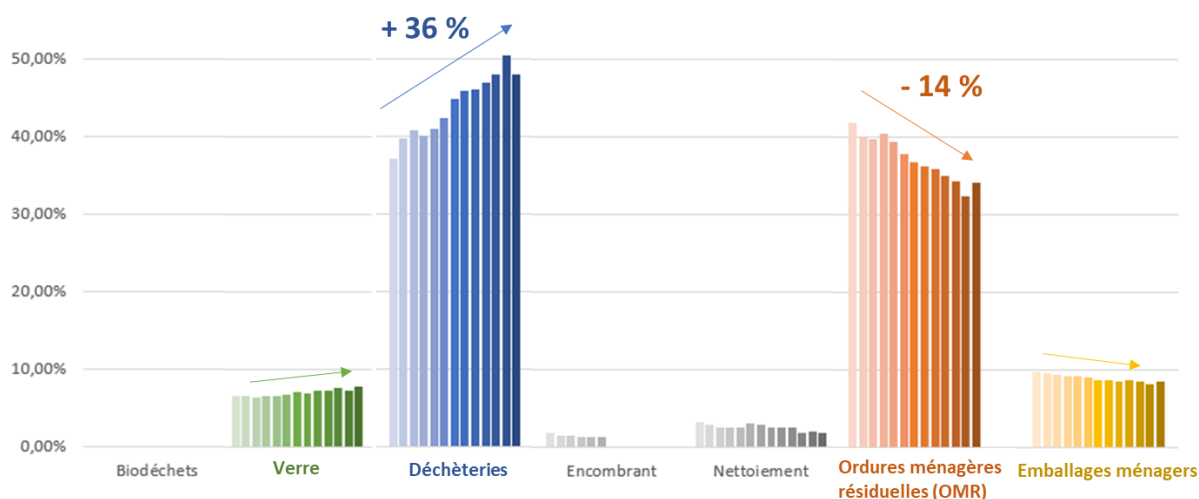


Figure 39 Répartition des différents flux de collecte entre 2010 et 2022 (en %)

Source : données rapports activités DCTD

Synthèse sur le transfert de flux

Un transfert de flux vers les déchetteries dû à :

- une adhésion forte des Bretons aux apports en déchetteries
- un dépôt 2 fois plus élevé de déchets verts en Bretagne que la moyenne nationale (le climat, l'habitat pavillonnaire, l'adhésion des bretons aux nombreuses déchetteries, ...)
- une absence de contrôle d'accès par badge :
 - une utilisation des déchetteries par des professionnels malgré l'interdiction
 - une utilisation régulière des déchetteries par les territoires limitrophes (des particuliers mais aussi, malgré l'interdiction, des professionnels)
- à la faible présence de recycleries ou zones de 2nde vie des produits sur le territoire
- la mise en place du règlement de collecte en 2016
- de nouvelles REP installées en déchetterie

6.9 LA MATRICE AFOM (ATOUTS / FAIBLESSES / OPPORTUNITES / MENACES)

Afin d'aller plus loin dans les points à prendre en compte et ainsi mieux déterminer les atouts, faiblesses, opportunités et menaces de SMA concernant l'évolution de la production de déchets sur le territoire, une matrice AFOM a été constituée. Cette méthodologie est en accord avec les recommandations de l'ADEME.

Il est important d'être réaliste, sans chercher à masquer les faiblesses internes à l'organisation. Celles-ci influencent fortement la stratégie à adopter pour garantir le succès des actions.

La matrice AFOM :

- se veut un outil d'aide à la décision.
- a pour objectif de faire ressortir les principales lignes stratégiques apparues dans le diagnostic.
- contribuera au choix et à la construction des actions.
- comporte deux axes et quatre jugements de valeur :
 - Axe interne : ce sur quoi l'équipe projet a une certaine marge de manœuvre (Atouts/Faiblesses),
 - Axe externe : ce qui s'impose ou nécessitera des partenariats (Opportunités/Menaces)

6.9.1 AXE INTERNE

ATOUT

- Un engagement politique
- Une communication avec les communes
- Une adhésion forte des Bretons aux apports volontaires en déchetteries
- Une baisse constante du ratio d'OMR depuis 2010
- L'extension des consignes de tri
- Des actions déjà engagées ou en cours
- Outil de comptabilité analytique

FAIBLESSES

- Une notion et un service 'prévention' naissant
- Pas de budget dédié à la prévention et réduction des déchets
- Une confusion entre prévention et recyclage des déchets
- Une augmentation des DMA depuis 2010
- Une organisation transversale à clarifier entre les services de SMA
- Des déchetteries avec un espace actuel sous-dimensionné
- Une difficulté à séparer les chiffrages des flux des professionnels et des particuliers

6.9.2 AXE EXTERNE

OPPORTUNITES

- Un cadre réglementaire qui incite à agir
- Une prise de conscience de la population
- Une volonté local d'acteurs dans les domaines du développement durable, de l'éco-responsabilité, du réemploi, de l'économie circulaire, de l'économie sociale et solidaire

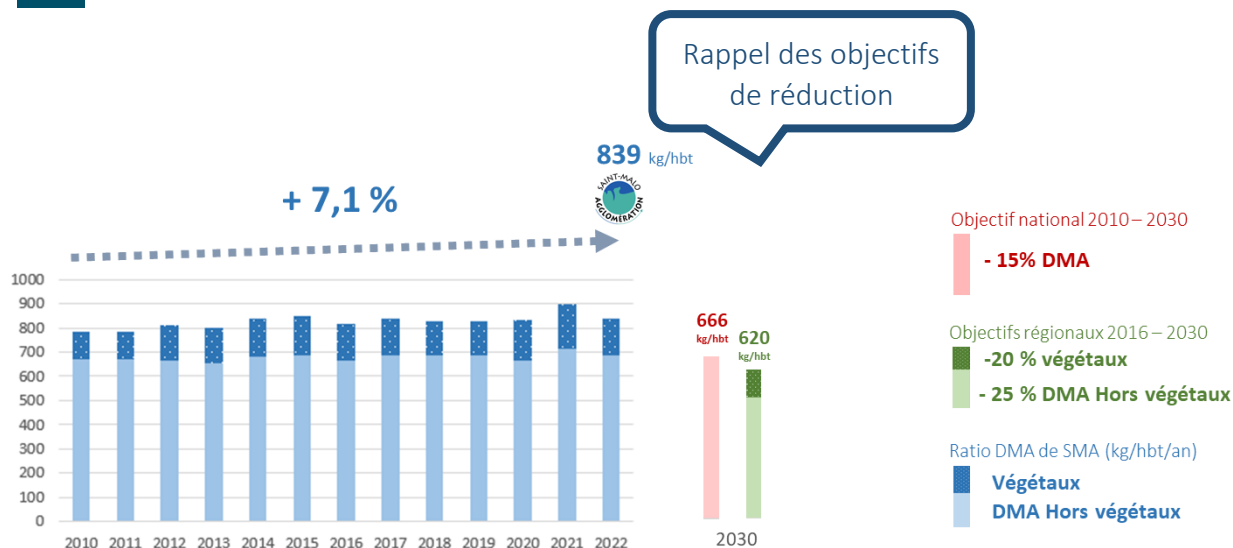
MENACES

- Une augmentation de la population amenant une augmentation des tonnages
- Une confusion entre prévention et recyclage des déchets
- Une diversité propre au territoire
- La compétence traitement a été transférée à la SMPRB : moins de poids dans les décisions
- Absence d'exutoire pour les biodéchets
- Une augmentation des REP en déchetterie

Chaque point est plus explicitement détaillé dans l'annexe C.

7 Les cinq axes prioritaires de réduction du PLPDMA

7.1 LES OBJECTIFS



7.2 LES 5 AXES PRIORITAIRES

Les objectifs de réduction fixés par le PRPGD Bretagne sont ambitieux et vont être difficiles à atteindre. Il est primordial de déterminer les axes prioritaires.

- Axe Exemplarité
- Axe Communication
- Axe Gaspillage alimentaire
- Axe Déchets verts et biodéchets
- Axe Réemploi

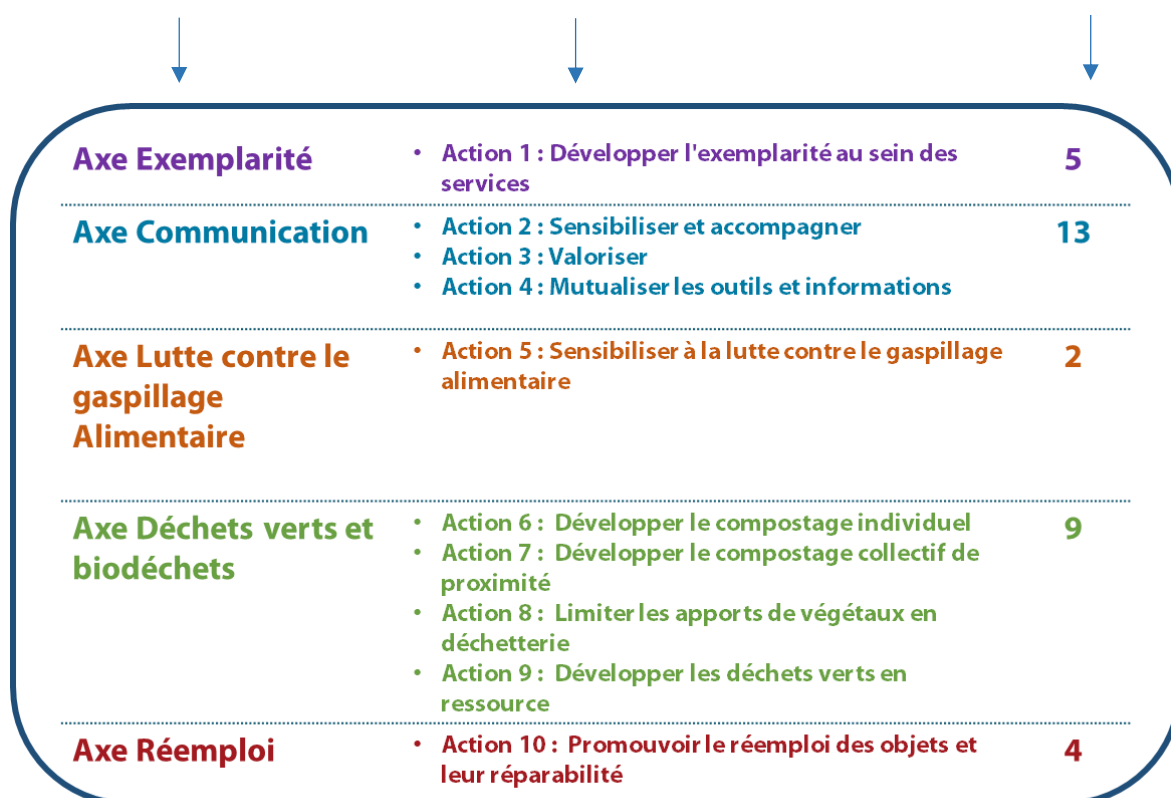
5 axes prioritaires pour notre territoire ont été validés lors de l'élaboration du PLPDMA par le Copil.

7.3 LES 10 ACTIONS MAJEURES DU PLPDMA

Pour les cinq axes prioritaires, suite au travail collaboratif de tous, 10 actions majeures ont été déclinées en 50 fiches action.

Sur ces 50 fiches action, 17 ont été non retenues ou considérées à murir. 33 actions ont donc été retenues. Certaines sont déjà en cours.

5 AXES PRIORITAIRES, 10 ACTIONS MAJEURES AVEC 33 FICHES-ACTION



7.3.1 LES FICHES ACTION

E : 19 en cours d'Elaboration

R : 14 nouvelles Retenues

NR : 9 Non Retenues

A : 8 A murir

33 fiches actions retenues

17 fiches actions non retenues

Le programme d'action est, rappelons-le, évolutif. Des fiches action 'Non Retenues' ou 'A murir' pourraient être reconsidérées dans le futur.

Plus globalement, les fiches action ont été 'Non Retenues' ou 'A murir' soit parce qu'elles sont déjà impliquées dans un autre programme, soit parce qu'elles ne concernent pas la compétence de SMA ou parce qu'elles nécessitent encore un travail d'analyse ou de réflexion.

La liste des fiches actions non retenues et à murir avec les argumentaires de cette décision sont consultables en annexe D.

Synthèse des fiches action

Au final de ce travail de coopération, le programme d'action 2024-2030 se voit composé de **5 axes prioritaires et de 10 actions majeures déclinées en 33 fiches Action**

7.4 33 FICHES ACTIONS

Les 33 fiches action retenues ont été classées selon les axes thématiques présentés précédemment.

E : 19 en cours d'Elaboration

R : 14 nouvelles Retenues

Axe Exemplarité

Action 1 : Développer l'exemplarité au sein des services	Action 1.1 - Créer un comité de référents qui diffuse et encourage les bonnes pratiques au sein de SMA	R
	Action 1.2 - Déclinaison commune des éco-gestes à tous les services (zone éco-geste 'boite à outils virtuels sur le réseau, mail/affiche trucs et astuces	R
	Action 1.3 - Quantifier les déchets produits et détournés	R
	Action 1.4 - Politique d'approvisionnement responsable avec une clause 'Développement durable' conséquente dans les Cahiers des charges, politique de consommation responsable, du 'non usage unique'	R
	Action 1.5 - Formation à l'embauche et annuellement pour un bureau écoresponsable (papier/impression/empreinte numérique/protocole d'achat/zone éco-geste/...)	R

Axe Sensibiliser les acteurs et favoriser la visibilité de leurs efforts en faveur de la prévention des déchets (Communication)

Action 2 : Sensibiliser et accompagner	Action 2.1 - Diffusion de messages de prévention	E
	Action 2.2 - Développer les actions de sensibilisation	E
	Action 2.3 - Sensibiliser les élus et les directions des 18 communes de SMA sur la réduction des déchets	E
	Action 2.4 - Organiser des événements dédiés à la prévention pour sensibiliser et informer les citoyens sur la prévention et réduction des déchets (ateliers, autres)	R
	Action 2.5- Sensibiliser et informer les citoyens sur la prévention et réduction des déchets lors d'événements déjà existants	R
	Action 2.6 - Promouvoir l'utilisation de kit de produits réutilisables Vs à usage unique (sac, verre, vaisselle, couverts, gourde, emballages cadeau, ...)	R
	Action 2.7 - Communication partagée avec les professionnels du tourisme	R
	Action 2.8- Accompagner les entreprises dans leur démarche RSE	R
Action 3 : Valoriser	Action 3.1 - Promouvoir et valoriser les alternatives aux apports de végétaux en déchetterie - jardins écoresponsables zéro déchet, haies sèches, broyat, ...)	E
	Action 3.2- Promouvoir et valoriser le réemploi des objets et leur réparabilité sur le territoire	R
Action 4 : Mutualiser les outils et informations	Action 4.1 - Associer le sujet de la prévention aux campagnes de communication portant sur la gestion des déchets	E
	Action 4.2 - Mobiliser des publics convaincus pour être relais et porteurs des sujets de prévention auprès de la population	E
	Action 4.3 - Mutualiser les supports de communication et d'informations pour les 18 communes de SMA	R

Axe Gaspillage alimentaire

Action 5 : Sensibiliser à la lutte contre le gaspillage alimentaire	Action 5.1 - Valoriser les bons gestes de lutte contre le gaspillage alimentaire dans les restaurations scolaires	R
	Action 5.2 - Faciliter la mise en place d'un maillage pour un dispositif de redistribution alimentaire aux étudiants	R

Axe Déchets verts et biodéchets

Action 6 : Développer le compostage individuel	Action 6.1 - Renforcer les dotations pour les maisons individuelles	E
	Action 6.2 - Réaliser des enquêtes sur l'utilisation des composteurs	R
Action 7 : Développer le compostage collectif de proximité	Action 7.1 - Développer et pérenniser les aires de composteurs collectifs sur l'espace public	E
	Action 7.2 - Inciter le développement du compostage collectif dans les campings	R
	Action 7.3 - Inciter les communes à développer les installations de récupération de déchets verts dans les cimetières	R
	Action 7.4 - Etudier et mettre en place les solutions de réduction à la source des biodéchets pour tous	E
Action 8 : Limiter les apports de végétaux en déchetterie	Action 8.1 - Refus des déchets verts des professionnels	E
	Action 8.2 - Conseiller sur des végétaux adaptés	R
Action 9 : Développer les déchets verts en ressource	Action 9.1 - Développer la valorisation des déchets verts	E
Axe Réemploi		
Action 10 : Promouvoir le réemploi des objets et leur réparabilité	Action 10.1 - Créer une recyclerie	E
	Action 10.2 - Développer les échanges et partenariats avec et entre les acteurs du réemploi	E
	Action 10.3 - Adapter les horaires et dynamiser les lieux de réemploi (horaire grand public, horaire spécifique professionnels, une soirée thématique/animation par mois)	R
	Action 10.4 - Créer une cartographie interactive facile et accessible pour tous les moyens et lieux de réduction à la source présents sur le territoire	R

Toutes ces fiches action sont consultables dans le livret Fiches action.

8 Les fiches action du PLPDMA

Les 33 fiches action ... se veulent

- Complètes
- Évolutives
- Concrètes
- Consultables

Elles sont construites selon le même schéma suivant :

- Couleur de la fiche identique à la couleur de l'axe
- 15 critères sont présents dans chaque fiche (titre, public ciblé, moyens matériels, indicateur, ...)

Axe 2 Sensibiliser les acteurs et favoriser la visibilité de leurs efforts en faveur de la prévention des déchets

Action x.x Nom de l'action	
Objectif : —	
<input type="checkbox"/> A l'étude <input checked="" type="checkbox"/> A réaliser <input type="checkbox"/> En cours <input type="checkbox"/> Réalisée <input type="checkbox"/> Abandonnée	
Flux visé : ---	Public visé : ---
CONTEXTE	
DESCRIPTIF DE L'ACTION	
POINTS FORTS / POINTS FAIBLES	
Les +	Les —
ETAPES CLES	
PORTEUR DE L'ACTION ET LES PARTENAIRES ASSOCIES	
PORTEURS : PARTENAIRES :	
MODE DE COMMUNICATION	
MOYENS MATERIELS, HUMAINS ET FINANCIERS	
	N
€	
FACTEURS CLES DE SUCCES	
INDICATEURS DE SUIVI ANNUELS	
ECHEANCIER PREVISIONNEL	
2023	2024
T T T T	T T T T
1 2 3 4	1 2 3 4
2025	2026
T T T T	T T T T
1 2 3 4	1 2 3 4
2027	2028
T T T T	T T T T
1 2 3 4	1 2 3 4
2029	2030
T T T T	T T T T
1 2 3 4	1 2 3 4

Les 33 fiches action sont consultables dans le livret fiches action.

LISTE DES FIGURES

Figure 1 Source PRPGD Bretagne 2020-2032.....	4
Figure 2 Le principe des 4RVE.....	6
Figure 3 Instances de gouvernance et de fonctionnement pour le PLPDMA.....	11
Figure 4 Population municipale des 18 communes SMA.....	17
Figure 5 Comparatif de l'évolution de la population totale entre 2013 et 2019.....	18
Figure 6 Evolution de la population (%) au niveau des communes entre 2013 et 2019	18
Figure 7 Personnes de 15 ans ou plus vivant seules selon l'âge.....	19
Figure 8 La répartition de la population Par catégorie socio-professionnelle (> 15 ans)	19
Figure 9 Évolution de la population par tranches d'âge entre 2008 et 2019	20
Figure 10 Évolution de la population par tranches d'âge entre 2008 et 2019	20
Figure 11 Les logements	21
Figure 12 Proportion de résidences secondaires au niveau des communes (%)	21
Figure 13 Nombre de logements collectifs par commune.....	22
Figure 14 Densité de population par commune.....	22
Figure 15 Les actifs vivant dans la même commune que leur travail	23
Figure 16 Revenu médian et taux de chômage 2019.....	24
Figure 17 Nombre d'établissements actifs en 2020.....	24
Figure 18 Évolution de la clientèle touristique présente en journée sur le territoire.....	25
Figure 19 Lieux d'hébergements touristiques et capacité d'accueil	26
Figure 20 Lieux d'hébergements touristiques et capacité d'accueil	26
Figure 21 Figure 24 Capacités des 24 campings (nbr d'emplacements).....	27
Figure 22 Capacité d'accueil des 99 hôtels (nbr d'emplacements)	28
Figure 23 Chiffres clés des flux	29
Figure 24 Carte SMA et situation des 5 déchetteries.....	30
Figure 25 Organigramme DCTD.....	30
Figure 26 Moteur de recherche du site de SMA pour la localisation des PAV	32
Figure 27 Figure 35 Nombre d'habitants par déchetterie en 2021 Source	33
Figure 28 Les équipements du SMPRB.....	34
Figure 29 Evolution du flux de DMA en tonnage depuis 2010	35
Figure 30 Situation de SMA en 2022 et objectifs régionaux et national.....	36
Figure 31 Évolution des déchets collectés en déchetterie par habitants de 2010 à 2022 (kh/hbt).....	38
Figure 32 Évolution du ratio OMR par habitant de 2010 à 2022 (kg/hbt)	40
Figure 33 Résultats de l'étude biodéchets Verdictité 2024.....	41
Figure 34 Composition moyenne des OMR par catégories pour 5 caractérisations.....	41
Figure 35 Tonnages annuels de biodéchets produits par catégorie de producteurs.....	43
Figure 36 Répartition et tonnage des producteurs de biodéchets.....	43
Figure 37 Installation de méthanisation en fonctionnement en septembre 2023	44
Figure 38 Évolution du flux de la collecte des emballages ménagers et du verre de 2010 à 2022 (kh/hbt)	46
Figure 39 Répartition des différents flux de collecte entre 2010 et 2022 (en %)	47

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 Mission et rôle des instances du PLPDMA de SMA.....	11
---	----

ANNEXE A - Synthèse des éléments clés du cadre législatif

- 2010 : Loi dite Grenelle Environnement II
- 2014 : Programme national de prévention des déchets 2014 - 2020
- 2015 : Loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV)
- 2018 : Paquet économie circulaire (PEC)
- 2020 : Loi anti-gaspillage pour une économie circulaire (AGEC)

	Mesures par année d'application effective	Code de l'environnement sauf * et **	Ressources associées
2012	Élaboration obligatoire des PLPDMA ●	L. 541-15-1	p. 26
	Tri obligatoire de 5 flux de déchets pour les entreprises, commerces, administrations, etc. ●	D543-278	p. 31
2016	Simplification de la procédure de sortie du statut de déchet. ●	L541-4-3	
	Tri obligatoire des biodéchets pour les professionnels produisant ou détenant plus de 10 t/an de biodéchets ou plus de 60 l/an d'huiles alimentaires. ●	L541-21-1	
2017	Obligation de reprise, pour les distributeurs de matériaux de construction, des déchets pré-triés de leurs clients via un réseau de déchèteries professionnelles du BTP sous leur responsabilité. ●	D543-289	
	Objectif "BTP" : stabilisation au minimum de la production de déchets par rapport à 2014. ●		
	Objectif "DNDNI" : 55 % en masse orientés vers des filières de valorisation matière, notamment organique ; ●	L541-11.4	p. 39 et 40
2020	Objectif "Déchets du BTP" : 70 % de valorisation matière ; ●	L541-11.6	
	Objectifs "ISDND" : capacité annuelle limitée à 75 % de la quantité 2010 ; ●		p. 46
	Objectifs "ISDND" : réduire de 30 % les quantités de déchets admises par rapport à 2010 ; ●	L541-11.7	
	Objectif "Tarification incitative" : 15 millions d'habitants couverts au niveau national. ●	L541-11.10	p. 28
	Interdiction de certains plastiques à usage unique ; ●	L541-15-10	p. 19
	Obligation d'afficher un indice de réparabilité sur les produits électriques et électroniques ; ●	L541-9-2 I	
	Obligation d'informer sur la disponibilité de pièces détachées les produits d'ameublement et les produits électroniques et électriques ; ●	L111-4*	
	Obligation pour les réparateurs d'informatique et d'électroménager de proposer des pièces d'occasion ; ●	L224-109*	
2021	Obligation d'informer sur la durée pendant laquelle les ordinateurs et téléphones peuvent supporter des mises à jour logicielles successives ; ●	L217-21*	
	Obligation d'utiliser sur les produits ménagers le logo Triman, accompagné d'informations sur le geste de tri ; ●	L541-9-3	
	Obligation de favoriser le vrac pour réduire les emballages (possibilité d'apporter son propre contenant, créer une offre en contenants réutilisables, mise en place de tarifs modulables, etc.) ; ●	L120-1*	
	Obligations "vertes" pour les administrations comme l'inclusion dans la commande publique de clauses relatives à l'économie circulaire ; ●	L541-110	
	Tri obligatoire de 7 flux de déchets pour les entreprises, commerces, administrations, etc. Élargissement de l'obligation du tri 5 flux à la fraction minérale des déchets et au plâtre. ●	D543-278	p. 31
	Élargissement de l'interdiction de certains plastiques à usage unique ; ●	L541-15-10	p. 19
	Interdiction d'élimination des invendus non alimentaires pour les produits déjà couverts par un régime REP ; ●	L541-15-8	p. 19 et 32
2022	Autorisation de la vente à l'unité de médicaments ; ●	L5123-8**	
	Obligation de reprise gratuite des déchets de construction ou de démolition lorsqu'ils font l'objet d'une collecte séparée. ●	L541-10-23 II	
	Objectif "Extension des consignes de tri des plastiques" : 100 % de la population couverte. ●	L541-11.5	p. 30

	Mesures par année d'application effective	Code de l'environnement sauf * et **	Ressources associées
2023	Poursuite de l'élargissement de l'interdiction de certains plastiques à usage unique ; ●	L541-15-10	p. 19
	Positionnement de l'Ademe sur la nécessité de déployer la consigne pour le recyclage des plastiques pour atteindre les objectifs européens 2025 et 2029 ; ●		
	La couleur des poubelles de tri doit être harmonisée sur tout le territoire ; ●	L541-10-18 II	
	Interdiction d'impression et de distribution systématiques de tickets de caisse et de tickets de carte bancaire ; ●	L541-15-10 IV	
	Tri obligatoire des biodéchets pour tout producteur ou détenteur de plus de 5 t/an de biodéchets. ●	L541-21-1	
2024	Affichage obligatoire de l'indice de durabilité ; ●	L541-9-2 II	
	Élargissement de l'interdiction d'élimination des invendus non alimentaires pour tous les produits ; ●	L541-15-8	
	Tri à la source des biodéchets obligatoire pour tous. ●	L541-21-1	p. 27
2025	Objectif "Plastiques recyclés" : tendre vers le 100 % ; ●	L541-1 I.4Ter	p. 19
	Objectif "Bouteilles plastiques" : 77 % de taux de collecte pour recyclage ; ●	L541-10-11	p. 19
	Objectif "Gaspillage alimentaire" : diminution de 50 % par rapport à 2015 pour les secteurs de la distribution alimentaire et de la restauration collective ; ●	L541-1 I.10	p. 19 et 26
	Objectif "Valorisation" : valorisation énergétique d'au moins 70 % des déchets ne pouvant faire l'objet d'une valorisation matière ; ●	L541-1 I.9	p. 45
	Tri obligatoire de 8 flux de déchets pour les entreprises, commerces, administrations, etc. Élargissement de l'obligation du tri 7 flux aux déchets textiles. ●		p. 31
	Objectif "DNDNI" : 65 % en masse orientés vers des filières de valorisation matière, notamment organique ; ●	L541-1 I.4	p. 39 et 40
	Objectif "ISDND" : capacité annuelle limitée à 50 % de la quantité 2010 ; ●		p. 46
	Objectif "ISDND" : réduire de 50 % les quantités de déchets admises par rapport à 2010 ; ●	L541-1 I.7	p. 46
	Objectif "Tarification incitative" : 25 millions d'habitants couverts au niveau national. ●	L541-1 I.10	p. 28
	Objectif "DMA" : 55 % en masse orientés vers des filières de réutilisation ou de recyclage. ●	L541-1 I.4bis	p. 39
2027	Calcul des taux de valorisation : la matière organique sortant des usines de tri mécano-biologique (TMB) n'est plus considérée comme du compost. ●	L541-1 I.10	p. 39 et 45
2029	Objectif "Bouteilles en plastique" : 90 % de taux de collecte pour recyclage. ●	L541-10-11	p. 19
2030	Objectif "Production de DMA" : baisse de 15 % par habitant par rapport à 2010 ; ●	L541-1 I.1	p. 14
	Objectif "Production de DAE" : baisse de 5 % par unité de valeur produite par rapport à 2010 ; ●	L541-1 I.1	p. 21
	Objectif "Gaspillage alimentaire" : élargissement de l'objectif – 50 % par rapport à 2015 aux secteurs qui produisent ou transforment des denrées alimentaires ainsi qu'à la restauration commerciale ; ●	L541-1 I.10	p. 19 et 27
	Objectif "Bouteilles en plastique" : réduire de 50 % le nombre de bouteilles en plastique à usage unique mises sur le marché. ●	L541-10-11	p. 19
	Objectif "DMA" : 60 % en masse orientés vers des filières de réutilisation ou de recyclage. ●	L541-1 I.4bis	p. 39
2035	Objectif "DMA" : 65 % en masse orientés vers des filières de réutilisation ou de recyclage. ●	L541-1 I.4bis	p. 39
	Objectif "DMA" : 10 % maximum des DMA mesurés en masse enfouis. ●	L541-1 I.7bis	p. 46
2040	Interdiction de la mise sur le marché d'emballages en plastique à usage unique. ●	L541-10-17	

Source : Chiffres clés des déchets en Bretagne - Edition 2021 – Observatoire de l'environnement en Bretagne

ANNEXE B – Liste des instances membres de la CCES

Toutes les instances validées lors du Copil#1 ont été contactées et invitées à prendre part à la CCES. Exceptée la mission académique EDD qui n'a pas souhaité intégrer la CCES, les différentes instances contactées ont répondu 'oui' afin de devenir membres. Chacune des instances membres a proposé un représentant.

Instances
Instance SMA (M. LURTON, M. FREDOU, M. MASSERON)
Instance SMA (Elus communautaires et municipaux des 18 communes)
Conseil Régional Bretagne
ADEME
Préfecture Ille et Vilaine
Sous-préfecture de Saint-Malo
Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire (CRESS)*
Chambre de Commerce et d'Industrie -CCI Ille-Et-Vilaine
Chambre de l'Agriculture
Syndicat mixte des Pays de Rance et de la Baie
UBHPA - Union Bretonne Hotellerie de Plein Air
UMIH 35 - Chambre Syndicale Départementale Industrie Hôtelière d'Ille et Vilaine
C.O.D.E.S.E.N - Conseil de développement du Pays de Saint-Malo*
R.I.V.E - Réseau d'Information et de Valorisation de l'Environnement*
Afpa
Mission académique EDD (Education développement durable)*
Horizon solidaire
Direction SMA

*Précisions :

- Le CRESS a renvoyé l'invitation à Horizon Solidaire qui se trouve être le pôle ESS du territoire de Saint-Malo Agglomération.
- Il a été validé lors du Copil#1 que les associations ne seront pas invitées individuellement. Elles seront représentées par le réseau RIVE et aussi par le CODESEN qui pourront diffuser l'information dans leurs réseaux respectifs.
- La mission académique EDD n'a pas souhaité intégrer la CCES.
- M. FREDOU est le président de la CCES.

Cette matrice AFOM comporte deux axes et quatre jugements de valeur :

- A- Axe interne : ce sur quoi l'équipe projet a une certaine marge de manœuvre (Atouts/Faiblesses)
- B- Axe externe : ce qui s'impose ou nécessitera des partenariats (Opportunités/Menaces)

Facteurs internes	ATOUT <ul style="list-style-type: none"> • Un engagement politique • Une communication avec les communes • Une adhésion forte des Bretons aux apports volontaires en déchetteries • Une baisse constante du ratio d'OMR depuis 2010 • L'extension des consignes de tri • Des actions déjà engagées ou en cours 	FAIBLESSES <ul style="list-style-type: none"> • Une notion et un service 'prévention' naissant • Une confusion entre prévention et recyclage des déchets • Une augmentation des DMA depuis 2010 • Une organisation transversale à clarifier entre les services de SMA • Des déchetteries avec un espace actuel sous-dimensionné • Une difficulté à séparer les chiffrages des flux des professionnels et des particuliers • Un accès non badgé dans les déchetteries
	OPPORTUNITES <ul style="list-style-type: none"> • Un cadre réglementaire qui incite à agir • Une prise de conscience de la population • Une volonté local d'acteurs dans les domaines du développement durable, de l'éco-responsabilité, du réemploi, de l'économie circulaire, de l'économie sociale et solidaire • Une augmentation des REP en déchetterie 	MENACES <ul style="list-style-type: none"> • Une augmentation de la population amenant une augmentation des tonnages • Une confusion entre prévention et recyclage des déchets • Une diversité propre au territoire • La compétence traitement a été transférée à la SMPRB : moins de poids dans les décisions • Absence d'exutoire pour les <u>biodéchets</u> • Des déchetteries accessibles au territoire limitrophes

A- AXE INTERNE

ATOUT

Un engagement politique

- 2009 : Aide financière à l'achat de composteur individuel
- 2011 : Mise en place de la redevance spéciale auprès des professionnels et des campings
- 2013 : Sensibilisation des scolaires et des usagers sur le tri des déchets par 2 ambassadeurs du tri
- matériel d'occasion et des biens immobiliers des collectivités, entreprises et organismes publics) essentiellement pour la revente d'équipements techniques
- 2023 : Expérimentation de 9 aires de compostages partagés débutée en 2022 et développement de 4 nouvelles aires de compostage en 2023
- 2023 : Programme de distribution de 2000 composteurs individuels à partir de l'automne 2023
- 2023 : Adhésion à AMORCE
- 2023 : Elaboration du PLPDMA 2024-2030

Une communication avec les communes

- Une commission déchet avec 1 référent par commune
- 100 % de participation de la part des communes pour un état des lieux de leur commune par un autodiagnostic en 2023
- Une volonté de mutualiser les informations ainsi que les supports de communication et les outils informatiques
- Des rencontres accomplies avec certaines communes

Une adhésion forte des Bretons aux apports volontaires en déchetteries

- Un taux de fréquentation important des déchetteries
- Un fonctionnement performant des déchetteries

Une baisse constante du ratio d'OMR depuis 2010

- Entre 2010 et 2022 : - 14% soit - 45 kg/hbt
- Une caractérisation en cours sur les OMR

L'extension des consignes de tri

- Le tri de tous les emballages pourrait permettre une réduction des OMR en y éliminant les emballages recyclables présents, incitant d'autant plus à réduire les emballages ménagers au niveau du tri au vu du 'bac jaune' grossissant, et à faire prendre conscience de la valorisation nécessaire des biodéchets présents actuellement dans les OMR

Quelques actions déjà engagées ou en cours

- Des partenariats avec des associations de l'ESS, de sensibilisation, de réduction des déchets
- Une recyclerie en cours de réflexion
- Programme de distribution de 2000 composteurs individuels à partir de 2024
- Expérimentation de 9 aires de compostages partagés débutée en 2022 et développement de 4 nouvelles aires de compostage en fin 2023

FAIBLESSE

Une notion et un service prévention naissant

- Une méconnaissance de la prévention au sein de la structure et/ou du territoire
- Création récente du poste de chargée de mission en prévention des déchets (en automne 2022)
- Manque de moyen financier et humain pour mettre en œuvre les actions du PLPDMA
- Peu de communication ni de supports pour des changements de pratiques en faveur de la réduction
- Manque de visibilité des actions auprès du grand public
- Absence d'ambassadeurs pour la prévention des déchets
- Difficulté de recrutement pour le service civique
- Une exemplarité au sein de SMA à développer
- Les liens avec les acteurs du territoire à développer
- Peu d'actions engagées et un retard à combler

Une augmentation des DMA depuis 2010

- Entre 2010 et 2022 : + 5,5%, soit +43 kg/hbts, et notamment les déchets déposés en déchetterie qui ont vu une augmentation de +36 % dont les végétaux (une augmentation de + 24%) et les gravats (une augmentation de +32 %) alors que l'objectif national est de réduire de 15 % les DMA entre 2010 et 2030.

Une organisation transversale à clarifier entre les services de SMA

- La mise en place des politiques publiques implique désormais de sortir du cadre des services, d'avoir une vision globale et plurielle des enjeux.
- Difficulté à ne pas en rester aux discours d'intention dans les organisations habituées à fonctionner de manière cloisonnée et fortement hiérarchisée

Les déchetteries ont un espace actuel sous-dimensionné

- Avec de nouvelles REP à mettre prochainement en action.
- Avec 2 déchetteries sur 5 qui ne possèdent pas de plateforme verte mais des conteneurs en roulement dont celle de la plus grande ville de l'agglomération : Saint-Malo (45000 habitants)
- Forte quantité de déchets verts (double des données nationales)

Difficulté de séparer les chiffrages des flux des professionnels et des particuliers

- Une prochaine mise en place d'un contrôle d'accès en déchetterie permettra de contrôler l'entrée des déchets des professionnels en déchetterie, mais pas dans les OMR (PAP ou PAV)

B- AXE EXTERNE

OPPORTUNITES

Un cadre réglementaire national et européen qui incite à agir

2010 : Loi dite Grenelle Environnement II
 2014 : 1^{er} Programme National de Prévention des Déchets
 2015 : Loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV)
 2018 : Paquet Economie Circulaire (PEC)
 2020 : Loi anti-gaspillage pour une économie circulaire (AGEC)
 2020 : Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets – PRPGD Bretagne
 2023 : 2^{nde} édition du Programme National de Prévention des Déchets (2021-2027)

Une prise de conscience de la population

- Les communes ont connaissance de demande en lien avec la prévention des déchets de par leurs administrés
- Une prise de conscience nationale croissante des enjeux environnementaux
- Dynamique en faveur d'une meilleure prise en compte des enjeux environnementaux dans les pratiques individuelles et collectives
- Des actions de prévention valorisées et diffusées nationalement

Une volonté local d'acteurs

- ... dans les domaines du développement durable, de l'éco-responsabilité, du réemploi, de l'économie circulaire, de l'économie sociale et solidaire

Une augmentation des filières Responsabilité Elargie du Producteur (REP) en déchetterie

- La loi AGECE du 10 février 2020 a prévu de créer, de 2021 à 2025, de nouvelles filières REP* dont notamment :
 - les produits et matériaux de construction du bâtiment (PMCB) - 2022
 - les articles de sport et de loisir (ASL) - 2022
 - les articles de bricolage et de jardin (ABJ) - 2022
 - les jeux et jouets – 2022
 - les huiles minérales ou synthétiques – 2022

- les gommes à mâcher - 2024
 - les textiles sanitaires à usage unique - 2024
 - les engins de pêche contenant du plastique - 2025
 - les aides techniques médicales (possibilité)
- * <https://www.ecologie.gouv.fr/cadre-general-des-filieres-responsabilite-elargie-des-producteurs>

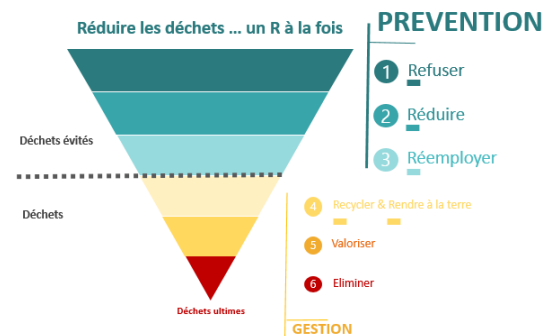
MENACES

Une augmentation de la population amenant une augmentation des tonnages

SMA voit sa population augmenter dans une proportion plus importante que la population régionale et nationale (+5,5 % entre 2013 et 2019)

Une confusion entre prévention et recyclage des déchets

Une confusion est très présente entre la prévention des déchets et le recyclage des déchets puisque la prévention se situe en amont du tri sélectif et de la collecte. Le principe des 4RVE précise la hiérarchie des déchets en plaçant la prévention en priorité. L'objectif de la prévention est bien de réduire les déchets à la source et d'éviter la création de déchets.



Une diversité propre au territoire

- SMA est un territoire avec une grande variété d'acteurs : urbain / rural, petite / grande commune, littoral / intérieur des terres, habitants / touristes / gens du voyage, maisons principales / maisons secondaires, tertiaire / agriculture, employés à l'année / saisonniers, événements de grande ampleur
 - Sa population augmente dans une proportion plus importante que la population régionale et nationale
 - La part de retraités SMA est supérieure à la moyenne départementale et nationale
 - L'Agglomération possède plus de résidences secondaires que la moyenne départementale, régionale et nationale
 - De grands événements se produisent sur le territoire (musicaux, sportifs, littéraires, du terroir et cinématographiques)
 - 1er port breton à Saint-Malo, en transport de passagers avec + de 1 million de passagers par an
 - Un territoire touristique
 - Différents lieux attractifs touristiques. Beaucoup de visiteurs (+ de 880 000 visiteurs à St-Malo en 2020)
 - La plus grande majorité des nuitées se font en camping (39 %). Beaucoup de biodéchets et recyclables dans ce type d'hébergement.
 - Événements de grande ampleur
 - Tourisme littoral avec une restauration de produits de la mer (déchets coquilliers et 'piscicoles')
 - Saisonnalité avec incidence sur les collectes et PAV
- Multiplication des acteurs
- Absence de cohérence entre les acteurs
- Attentes différentes des acteurs

La compétence traitement a été transférée au SMPRB en 2023

- Moins de poids dans les décisions pour SMA

- Moins d'autonomie pour SMA
- Moins de réactivité

Absence d'exutoire pour les biodéchets

La loi AGEC oblige le tri à la source des biodéchets obligatoire pour tous dès le 1^{er} janvier 2024 mais le manque d'exutoire pour ces derniers est un véritable enjeu.

ANNEXE D – Les fiches action Non Retenues et A murir

Lors de l'élaboration du PLPDMA, 17 fiches action proposées aux équipes de travail décisionnaires ont été soit :

NR : Non Retenues (9)

A : A murir (8)

Le programme d'action est, rappelons-le, évolutif. Des fiches action 'Non Retenues' ou 'A murir' pourraient être reconsidérées dans le futur. Plus globalement, les fiches action ont été 'Non Retenues' ou 'A murir' soit parce qu'elles sont déjà impliquées dans un autre programme, soit parce qu'elles ne concernent pas la compétence de SMA ou parce qu'elles nécessitent encore un travail d'analyse ou de réflexion. Voici la liste des fiches action Non Retenues et à Murir ainsi que les arguments précisés ci-dessous.

			Arguments A	Arguments NR
Axe Exemplarité				
Action 1 : Développer l'exemplarité au sein des services	Action 1.6 Créer une "bourse au mobilier" inter-services qui référence l'ensemble du mobilier et des objets disponibles pour SMA via un logiciel / un intranet	NR		A
Axe Sensibiliser les acteurs et favoriser la visibilité de leurs efforts en faveur de la prévention des déchets (Communication)				
Action 2 : Sensibiliser et accompagner	Action 2.9- Proposer des ateliers intergénérationnels qui valorisent les savoirs-faire à travers des ateliers de couture, de cuisine, de jardinage	A	1	
	Action 2.10- Promouvoir les autocollants "Oui Pub"	A	2	
Action 3 : Valoriser	Action 3.3 - Valoriser les bons gestes et actions réalisées par les citoyens par des jeux concours et challenges	NR		B
	Action 3.4- Créer un Gala des reconnaissances / évènement annuel sur la réduction des déchets pour reconnaître et valoriser les bons gestes des professionnels, associations, institution, collectivités et public	NR		C
Action 4 : Mutualiser les outils et informations	Action 4.4 - Mutualiser les animateurs pour les animations de prévention et réduction des déchets entre communes	A	3	
Axe Gaspillage alimentaire				
Action 5 : Sensibiliser à la lutte contre le gaspillage alimentaire	Action 5.3 - Faciliter et accompagner les ateliers anti-gaspillage dans les écoles pour les enfants (ateliers dégustation, ateliers intergénérationnels, ateliers pédagogiques)	A	4	
	Action 5.4 - Renforcer la lutte contre le gaspillage alimentaire dans les restaurants et sites touristiques - Taxation du gaspillage repas ou suite à une réservation non honorée	NR		D
	Action 5.5 - Proportionner les repas en fonction des besoins (restauration scolaire + établissement public)	NR		E
	Action 5.6 - Valoriser les productions locales et circuits courts	NR		F
	Action 5.7 - Systématiser les outils de suivi et de gestion des stocks pour quantifier les repas à distribuer	NR		G

Axe Déchets verts et biodéchets

Action 8 : Limiter les apports de végétaux en déchetterie

Action 8.3 - Refus des déchets verts des collectivités

A

5

Action 9 : Développer les déchets verts en ressource

Action 9.2 - Mutualiser un équipement de broyage itinérant pour les communes

Action 9.3 : Création de plateformes de compostage et de broyage

Action 9.4 - Créer un site internet de mise en relation entre professionnels et particuliers (demande et offre de broyat)

A

6

A

7

NR

H

Axe Réemploi

Action 10.5 - Relayer la promotion du prêt et la location d'objet, d'équipements et de services (communes, recyclerie, association, entreprise, ...)

Action 10.6- Créer une mathériauthèque

A

8

NR

I

Arguments A :

- 1- Etudier la pertinence des ateliers intergénérationnels versus les ateliers tout âge (action2,3)
- 2- En attente des résultats de l'expérimentation nationale 'oui pub' (fin expérimentation le 30 avril 2025 pour 14 territoires).
- 3- Analyser le besoin entre les 18 communes
- 4- Cette action est déjà portée par le milieu de l'éducation
- 5- On demande aux citoyens de réduire leur apport de DV en déchetterie, Cette même action appliquées aux communes serait une exemplarité
- 6- Les actions 9.2 et 9.3 sont liées et dépendent de l'évolution de réduction des déchets verts
- 7- Les actions 9.2 et 9.3 sont liées et dépendent de l'évolution de réduction des déchets verts
- 8- Est-ce à SMA de porter cette action ?

Arguments NR :

- A - Pas de besoin dans la globalité des services de créer un système informatisé. Mise en œuvre trop lourde pour la taille de SMA 'interne'. Cette action fonctionne déjà en mode 'non informatisé'
- B- Energivore en moyens pour peu de résultats escomptés
- C - Nécessité d'être bien avancé sur les actions. Intéressant mais trop tôt
- D- Portage par les établissements touristiques
- E- Portage par les établissements scolaires
- F- La valorisation des circuits courts est bien en lien avec le PAT mais pas avec la lutte anti-gaspi.
- G- Pas de légitimité à faire cette action
- H- Pas de légitimité à faire cette action
- I- Trop tôt et portage commencé par des professionnels du bâtiment